

Nam

**NOTRE
ARMÉE
DE
MILICE** +

IL NOSTRO ESERCITO DI MILIZIA

Mensuel indépendant
d'informations militaires

N° 03 - 04 | avril 2018

www.revue-nam.ch

Paraît 6 fois par année
45^e année - CHF 5.--



**RÉVISION DE LA LOI SUR LES ARMES (LArm)
Faut-il désarmer Guillaume Tell?**

page 7

**Les grands rapports
Avec la brigade
mécanisée I** **10 à 16**

**Guy Parmelin
Pour une armée
crédible** **17**

**Ticino
Fine AssuTI?
Non ancora...** **27**

ENSEMBLE. SE DEPLOYER.



**FLY
WE MAKE IT**

Airbus est un leader mondial de l'aéronautique, de l'espace et des services associés, avec un effectif de quelque 134 000 personnes. Airbus offre la gamme la plus complète d'avions civils, d'une capacité de 100 à plus de 600 sièges. Airbus est également un leader sur le marché des avions de ravitaillement, de combat, de transport et de mission dans le monde, et occupe la place de numéro un européen et numéro deux mondial dans l'industrie spatiale. En outre, Airbus propose la gamme d'hélicoptères civils et militaires les plus performants au monde.

Together. We make it fly.*

*Ensemble. Nous faisons voler.



Sommaire

Photo de première

Une forte odeur de poudre flotte dans les travées du Parlement!

Or donc...

4

Les citoyennes et citoyens décideront de l'avenir de l'aviation militaire...

La chronique de MMG

6

En terminologie militaire, la notion d'effort est partie inhérente du langage.

Promotions, nominations...

8

Nombreuses promotions, mutations et nominations.

Service social de l'armée

18

L'an dernier, le SSA a versé 1,13 million de francs de contributions aux militaires ainsi qu'aux patients militaires et à leurs survivants.

Libération

19

Dernier garde-à-vous pour des officiers et sous-officiers supérieurs vaudois.

Société d'artillerie

21

Fête de la Sainte-Barbe à Bourg-en-Lavaux.

Les grands rapports

23

Avec la formation d'application de la logistique.

Sections ASSO

26

Programme des sections du Val-de-Travers, Yverdon et Porrentruy-Ajoie.

Nam

SUR INTERNET

www.revue-nam.ch

La reproduction partielle ou complète des articles est autorisée avec la mention: Extrait du mensuel «Notre armée de milice», Yverdon. (exemplaires justificatifs désirés.)

Tirage contrôlé FRP: 4000 exemplaires adressés personnellement.

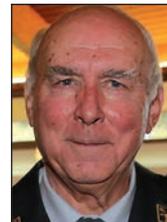
Tirage imprimé: 4700 exemplaires avec la propagande.



Member of the
European Military
Press Association
(EMPA)

Avec vous en 2018

Pour la 45^e année!



Un sacré bail! Nous voilà sur le chemin de la nouvelle année commencée avec vous, chères lectrices et chers lecteurs, amis(es) et fidèles soutiens.

Nous commencerons ces quelques lignes de cette rubrique «en vrac» par vous adresser un grand merci pour votre appui précieux et généreux à **Nam**. Année après année vous êtes fidèles et vous soutenez *Notre armée de milice* avec générosité et intérêt. **Nam** s'efforce d'être le reflet le plus complet de ce qui se passe au DDPS, dans la troupe et aussi dans les Associations et sections de sous-officiers.

Au rapport:

C'est avec intérêt et joie que nous avons assisté au rapport de la Brigade mécanisée 1 commandée par le brigadier Mathias Tüscher le vendredi 9 février 2018. D'entrée le brigadier Tüscher, avec force et vigueur a donné le ton de ce qui allait être son premier rapport en sa qualité de Commandant de la Brigade mécanisée 1. «Je ne suis pas par principe allergique aux mondanités. Il m'arrive même en certaines circonstances de les apprécier. Cela dit, un rapport de brigade n'est pas à mes yeux, le lieu ultime des dernières frivolités». Et de continuer: «Vous aurez remarqué que je vous ai convoqué ce matin avec du matériel pour écrire; selon l'ordre général que vous avez reçu avec votre ordre de marche et que vous avez bien entendu lu».

Voilà, le décor est planté et nous avons été tellement séduits par le contenu de ce rapport que nous le publions en pages intérieures avec un compte-rendu des «à cotés» de ce grand moment réconfortant.

Dans notre coin de pays nous avons encore, en plus de la brigade mécanisée 1, la division territoriale 1 que commande le Divisionnaire Yvon Langel. Nous vous rendrons compte des travaux de ces deux Unités d'armée tout au long de l'année grâce aux bons soins des services de presse à qui nous avons demandé de nous aider en nous envoyant des reflets des cours de répétition et autres activités.

Nous «couvrons» aussi avec la rédaction, les différents rapports (Dans ce numéro le rapport du commandant de la FOAP de la logistique le brigadier Guy Vallat), les promotions, les journées portes ouvertes et activités diverses des autres troupes et services, sans oublier les autres Associations, soit un reflet le plus complet de notre armée de milice en service ou hors du service.

Chacun comprend bien que la rédaction de *Notre armée de milice* ne peut pas courir après chaque «service», nous sommes aussi des miliciens non permanents qui essayons avec enthousiasme de maintenir la flamme de **Nam** depuis 45 ans. Merci de votre compréhension et de votre collaboration.

Notre correspondant à Berne couvre l'actualité du DDPS et commente les décisions politiques importantes des Chambres fédérales touchant la Défense nationale et son armée qui sont aussi publiées dans nos colonnes.

Les rubriques diverses de notre collaboratrice et de nos collaborateurs correspondants vous accompagnent tout au long de l'année et nous valent un courrier de soutien sympathique mis à part «un grincheux» qui, par e-mail, réagit après l'édition de décembre 2017 où la page couverture montrait des soldats lors d'un défilé et qui étaient bien maquillés. «La photo de couverture, faut le faire. La Honte! Abonné de longue date, mais plus pour longtemps». Notons que le refus de l'abonnement de ce Cher Monsieur, est venu après la parution du numéro 1 de février 2018 qui comportait le tableau des chefs: qui commande quoi en 2018. Ce tableau est en bonne place dans son bureau, nous l'espérons. Un tirage supplémentaire de 1000 exemplaires a dû être mis à l'impression, un vrai succès!

La chronique ASSO La vie des sections pourrait être plus garnie et chacun le sait nos colonnes sont ouvertes à tous, n'hésitez pas, faites-nous part de vos idées, de vos commentaires et de vos activités. Le lien entre nous tous doit être renforcé et cela donnera un peu plus de couleur dans la partie rédactionnelle du journal. L'Union fait la force!

Le nerf de la guerre ce sont aussi les finances, merci à toutes celles et tous ceux qui ont déjà «régulé» le montant de l'abonnement 2018 toujours de 44 francs souvent arrondi généreusement d'un don, l'abonnement annuel de soutien étant de 60 francs.

Comme la presse en général, **Nam** souffre d'un manque de publicité. Vous le savez **Nam** est toujours dans les chiffres rouges et si vous pouviez nous aider en publiant une ou des annonces, cela allégerait passablement notre découvert. Renseignements lire en page 5 et bulletin d'abonnement aussi dans ce numéro.

Merci de votre précieuse aide et avec nos meilleures salutations.

Adj sof Jean-Hugues Schulé

Rectificatif Des coquilles nommées Adolf Ogi

L'édition 01-02 de février 2018 de **Nam** contenait, en page 22, deux coquilles au nom d'Adolf Ogi dans l'article consacré à l'Académie de police et au CNEFG de Saint-Astier, «Jumelage de fraternité et de synergies». La technique a joué des siennes et affiché, à deux reprises «Préface d'Adolf Ogi» alors qu'il fallait lire «Le pari d'une alliance durable» et «De l'importance de la formation». Nos excuses à notre lectorat - et bon vent aux ouvrages préfacés par l'ancien Conseiller fédéral.
Jean-Luc Pillier

Avions cherchent mécaniciens au sol



Or donc voilà que le Ministre de la Défense helvétique est venu, lui-même en personne, l'annoncer aux media - et au peuple des citoyennes et citoyens au bénéfice du droit de vote. Elles et ils décideront de l'avenir de l'aviation militaire de leur pays - plus exactement des lendemains de la défense aérienne suisse.

Cette décision du Conseil fédéral du 9 mars dernier prévoit donc ce que nos lectrices et lecteurs savent déjà: à l'horizon référendaire du printemps 2020, citoyennes et citoyens suisses diront oui (ou non) à un arrêté de planification de 8 milliards de francs qui devrait permettre d'acquérir une flotte de nouveaux avions ainsi que plusieurs armes et installations de défense sol-air (DSA).

Mais pas question pour les dizaines de milliers de spécialistes de la chose militaire que compte notre pays de choisir ni le type, ni le nombre de jets... Des choix que prendront les militaires eux-mêmes, eux qui sont les spécialistes. Faites-nous confiance mais donnez-nous les moyens!

D'accord pour le choix et la décision du Conseil fédéral. Un pari risqué mais, aujourd'hui, un pari nécessaire. Car, cette fois, celles et ceux qui diront «non» à cet arrêté de planification, diront clairement «non» à notre armée. A l'instar du Groupe pour une Suisse sans armée, le GSsA. Car, cette fois, les masques tomberont. Je ne dirai pas non parce que je préfère tel fabricant, telle silhouette ou

telles performances... Non, je dirai «non» parce que je refuse à la Suisse les moyens d'assurer elle-même, seule, sa propre défense du ciel, sa propre protection de ses troupes au sol, sa propre défense en toute autonomie de sa population et du pays.

D'accord. Mais comment, dès maintenant, gagner cette votation? Déjà sans doute le Conseiller fédéral Guy Parmelin a son idée. Le Chef de l'Armée aussi. Dans une interview accordée samedi 10 mars dernier aux médias *Südostschweiz am Wochenende* et *Schweiz am Wochenende*, le Commandant de corps en appelle aux pilotes: ce sont eux qui sont immensément crédibles et parlent avec le cœur, dit le premier militaire du pays.

D'accord. Mais, déjà à ce stade de la campagne, hommes politiques et états-majors militaires auraient tort d'oublier celles et ceux qui seront, finalement, les meilleurs porteurs d'eau d'un oui à cet arrêté de planification. Elles et ils qui se nomment la citoyenne d'Iséables ou le citoyen de Düringen... Elles et ils qui, de leur bureau ou au cœur de leur atelier, croient en la nécessité d'une armée, une armée de milice, tout à la fois proche et forte de ses soldats-citoyens, une armée qui défende leur pays, des nuages aux buissons.

Elles et ils que l'on pourrait appeler, sans jeu de mot, les indispensables «mécaniciens au sol».
Jean-Luc Pillier

Nouveaux jets

Cinq avions évalués

Au moins quatre avions de combat devraient être présents dans les airs pendant quatre semaines en cas de tensions accrues. Le ministre de la défense, Guy Parmelin a fixé cette exigence de base pour l'achat de nouveaux jets. Cinq appareils seront évalués: le Gripen E Suédois, le Rafale français, l'Eurofighter d'Airbus, le Super Hornet de Boeing et le F-35 A de Lockheed-Martin.

Musée militaire Vaudois

Agenda culturel 2018

- 3-6.05: Salon UNICréa
 - 2-3.06: De capes & d'Epées
 - 7-8.07: Les Voiles latines au Vieux-Port
 - 31.08-2.09: Livre sur les quais
 - 28-30.09: exposition Bonsai - 40 ans
 - 6.10: British cars Meeting
- Renseignements: www.chateau-morges.ch
Tél. 021 316 09 90

Nam sur INTERNET
www.revue-nam.ch



2018 = 45^e année
Formulaire disponible
également sur
www.revue-nam.ch

Le magazine militaire en langue française le plus diffusé en Suisse

Illustré, actuel, dynamique, indépendant, jeune

Le magazine des miliciens romands et tessinois

- Je désire recevoir *Notre armée de milice* et souscris un abonnement annuel de CHF 44.- (TVA comprise)
- Veuillez me faire parvenir gratuitement un exemplaire de *Notre armée de milice*
- Veuillez me faire parvenir de la documentation concernant la publicité dans *Notre armée de milice* (tarifs, grandeurs, dates de parutions)
- Marquer d'une croix

Nom _____ Prénom _____
Rue _____ NPA/Localité _____
Date _____ Signature _____

A retourner à: Revue «Notre armée de milice», case postale 798, 1401 Yverdon-les-Bains

Nam: un lien avec l'armée

Après l'école de recrues et les cours de répétition, le contact est perdu avec l'armée!

Alors, que se passe-t-il dans notre armée?

CRÉDITS - MATÉRIEL - MUTATIONS - COURS FORMATION - ARMEMENT - ACTIVITÉS HORS-SERVICE

Pour le savoir, *Notre armée de milice* (tirage imprimé contrôlé 4700 exemplaires) vous offre des enquêtes, des reportages originaux en Suisse et à l'étranger, des résumés de conférences, une chronique fédérale, un éditorial, des billets d'humeur, la vie des sections de l'ASSO, les pages tessinoises, des photos, soit le reflet complet de notre armée de milice avec des nouvelles de la troupe et de diverses sociétés militaires. Le tout abondamment illustré.

Qui reçoit «Notre armée de milice»?

Les cadres de l'armée, les soldats et tous citoyens et citoyennes qui s'intéressent à la défense nationale et à l'évolution de notre armée. Un rendez-vous mensuel avec l'actualité militaire, grâce à *Notre armée de milice* qui ne coûte que 44 francs par année (TVA comprise).

Nam

IL NOSTRO ESERCITO DI MILIZIA

Magazine d'informations militaires
et Organe officiel des Associations et
sections de Suisse romande et du Tessin,
de l'Association suisse de sous-officiers

www.revue-nam.ch

Parution: 6 fois par an (quatre numéros doubles)

Tirage contrôlé: 4 000 exemplaires
Tirage imprimé: 4 700 exemplaires

Administration-rédaction-publicité:

Revue **Nam** - Notre Armée de milice
Case postale 798, 1401 Yverdon-les-Bains
E-mail: info@revue-nam.ch ou redaction@revue-nam.ch
Tél. + fax 024 426 09 39

Administrateur - Rédacteur en chef:

adj sof Jean-Hugues Schulé
E-mail: namjhs@bluemail.ch

Prix de vente

Prix du numéro: Fr. 5.-

Abonnement annuel: Fr. 44.- (y c. TVA 2,5%)

COORDONNÉES CCP

Association de la revue Notre armée de milice
Journal **Nam**
1401 Yverdon-les-Bains
Compte de chèques postaux: 14-866108-0
IBAN: CH38 0900 0000 1486 6108 0
BIC: POFICHBEXXX

N° TVA: CHE 108.221.284

PUBLICITÉ

Tarif d'insertion:

1/1 page	190 x 258	1 x Fr. 1450.-
1/2 page	190 x 127	1 x Fr. 780.-
1/4 page	90 x 127	1 x Fr. 400.-
1/8 page	90 x 60	1 x Fr. 200.-
1/16 page	90 x 28	1 x Fr. 100.-

Page couleur	+ Fr. 450.-
Page quadrichromie	Fr. 2500.-

Publicité sous texte (réclame)	+ 25%
Emplacement prescrit	+ 20%

Rabais de répétition: 6 x 5% - 10 x 10%

Encarts: Offre sur demande

Impression:

Artgraphic Cavin SA
Route de Neuchâtel 37, 1422 Grandson

Procédé d'impression:

Offset, trame 80 lpcm, CTP

Format:

21 x 29,7 cm

Adressage et expédition:

BVA Lausanne

Les parutions de la revue **Nam**

«Notre armée de milice»
Rédaction-administration:
Case postale 798, 1401 Yverdon-les-Bains

Parutions annuelles: 6 numéros dont 4 doubles
N° 1/2, N° 3/4, N° 5, N° 6/7 N° 8, N° 9/10

Parutions garanties selon l'actualité
et la matière rédactionnelle.

Choix d'un nouveau jet

Pas question de voter

Le Conseil national a enterré le 13 mars dernier, une motion socialiste qui demandait que les Suisses puissent se prononcer sur le futur avion de combat.

Le peuple suisse devrait pouvoir voter sur le choix d'un nouveau jet militaire, estime le PS, et pas seulement sur le principe. Pas question, dit le Conseil national, qui a enterré une motion en ce sens par 141 voix contre 44. Une votation de principe, comme le souhaite le Conseil fédéral, suffit.

Il ne faut pas donner un chèque en blanc à l'armée. Le peuple doit pouvoir se prononcer sur le choix concret d'un avion militaire, à la fin de la procédure de sélection, comme on l'a fait pour les Gripen, a lancé Roger Nordmann (PS/VD) au nom du groupe socialiste.

De plus, le Conseil fédéral devrait renoncer temporairement, jusqu'en 2025, à lancer une procédure de remplacement des F/A-18. Et maintenir la durée de vie des jets actuels, comme le fait l'US Navy, a ajouté le socialiste vaudois.

Attendre et ne rien faire n'est pas la bonne recette, a averti le ministre de la défense



Attendre et ne rien faire pour remplacer les F/A-18 n'est pas la bonne recette.

Guy Parmelin. Il en va de la sécurité de la Suisse et de la population. L'armée va au-devant de grands chantiers, les travaux sont en cours et ne doivent pas être stoppés.

Le peuple pourra voter sur l'achat des avions de combat mais pas sur le type de jet choisi. Le Conseil fédéral a tranché pour un arrêté de planification soumis au référendum. Une votation devrait intervenir au plus tard en 2020. ats

Choix d'un nouvel avion de combat

Des pilotes pour faire la pub

Le chef de l'armée suisse, Philippe Rebord, est revenu, le 10 mars dernier, sur l'annonce faite par Berne de vouloir acheter de nouveaux appareils.

Des pilotes militaires devraient faire la promotion des jets en cas de référendum et de votation populaire sur l'achat des nouveaux avions de combat, selon le chef de l'armée Philippe Rebord. Un «non» forcerait à repenser en profondeur la défense aérienne.

Le gros avantage des pilotes militaires est qu'ils sont immensément crédibles, assure le Valaisan dans une interview parue samedi dans la *Südstschweiz am Wochenende* et la *Schweiz am Wochenende*. «Je peux expliquer moi-même la nécessité de cet achat d'un point de vue purement intellectuel, mais un pilote parle avec son cœur».

Que le peuple se prononce sur l'achat des nouveaux avions de combat devisé à huit milliards de francs au maximum est légitime, selon le chef de l'armée. Mais en cas de «non» dans les urnes, l'armée ne pourrait plus assurer la défense aérienne. «Nous devrions repenser à fond les concepts de sécurité et de défense», note-t-il, se disant néanmoins convaincu que les

Suisses ne veulent pas renoncer à l'armée de l'air.

Question d'image

Philippe Rebord évoque également l'image de l'armée suisse. Interrogé, il estime que la consommation d'alcool dans les gares helvétiques par de nombreuses recrues représente un certain problème. Les contrôles dans les gares par la police militaire seront bien plus nombreux en 2018. Et de rappeler que «celui qui porte l'uniforme militaire est un ambassadeur de l'armée».

Un soldat a le droit de boire de la bière ou du vin lors des permissions, détaille-t-il. La consommation d'alcool dans les lieux publics - dans les trains ou les rues - n'est pas recommandée. Ce type de comportements ne transmet pas une bonne image. Selon Philippe Rebord, les contrôles de discipline et de tenue vestimentaire seront bientôt plus nombreux le dimanche soir lors du retour en caserne. ats

**Merci de communiquer
vos changements d'adresse à :**
info@revue-nam.ch
ou par courrier,
**La Poste ne nous indiquant
plus les changements d'adresses.**



Caves du Château d'Auvernier
depuis 1603

Thierry Grosjean & Cie

Propriétaire - Encaveur

CH-2012 Auvernier Tél. 032 731 21 15 www.chateau-auvernier.ch

L'effort principal

En terminologie militaire, la notion d'effort est partie inhérente du langage. C'est si vrai que le grand poète latin Valerius Catullus écrivait déjà 60 ans avant Jésus Christ que «la victoire (autre terme cher aux militaires) aime l'effort.» La palette des efforts demandés aux militaires de tous rangs et de tous grades présente un large éventail. Du «simple» soldat sur une piste d'obstacles ou lors d'un exercice d'endurance, en passant par le sergent-major chargé de réveiller à l'aube une compagnie fatiguée ou l'officier partageant les efforts physiques de ses subordonnés et qui doit en plus puiser des ressources morales pour les motiver. Comme le lieutenant Charles Péguy. Grand écrivain et poète du 20^e siècle mort d'une balle en plein front le 5 septembre 1914 à la veille de la bataille de la Marne.

Dernier ordre

Son dernier ordre: Tirez toujours! Frêle, binocle sur les yeux, barbiche au menton, d'obéissance de gauche mais chrétien engagé, rien ne le prédestine à conduire des hommes au combat. Ceux-ci l'appellent d'ailleurs «le Pion». Pourtant il montre un courage et une résistance dans l'effort qui fait l'admiration des hommes de sa section lors de la retraite d'août 1914: Allons, allons, mes amis, moi aussi je suis éreinté et j'ai faim, mais je vous en prie, faites comme moi! Ou encore: Mon lieutenant, je n'en peux plus... Alors donne-moi ton sac! Ainsi, le lieutenant portait le sac de l'un, le sac de l'autre; portait la croix de sa compagnie épuisée... (1) Mais l'exigence des chefs militaires à pousser leurs subordonnés à faire des efforts qui les mènent parfois à la limite de leurs forces comme mentionné dans différents Règlements de service n'est pas une nouveauté.

Vers 400 avant Jésus Christ, Xénophon à la tête des mercenaires grecs battus à Cunnaxa en Mésopotamie nous raconte dans

l'Anabase comment, conduisant la fameuse retraite des Dix Mille, il doit frapper des guerriers qui refusent de faire l'effort de porter des blessés. Clausewitz dans son ouvrage «De la guerre» consacre un chapitre à l'effort physique en guerre. Il considère que celui-ci est un facteur déterminant dans l'appréciation d'une situation désespérée «Qui ne peut trouver son salut que dans l'extrême tension de ses forces physiques».

Pensée

Il illustre sa pensée ainsi: «Si seule la vigueur de son bras - et c'est ce qu'il y a de remarquable - permet à l'arbalétrier de tendre davantage la corde de son arc, seul aussi un esprit vigoureux pourra tendre davantage les forces d'une armée en guerre.» Ses propos touchent le volet de l'effort psychique c'est-à-dire de la pensée et du mental que tout chef doit être capable de faire dans l'exercice de ses responsabilités. Cet effort peut s'appeler vouloir pour pouvoir. Il s'exprime comme mentionné par exemple dans la conduite des troupes (CT) 95 au travers de son intention (Je veux) dans laquelle il mentionne l'effort principal de son action. Toujours dans la même CT il est écrit que l'artillerie est un moyen de réaliser un effort principal. Mais est-ce encore valable de nos jours?

Effort principal

Avec quoi le commandant d'une grande formation est-il encore capable de faire un effort principal? Et curieusement, la terminologie militaire si riche en définitions ne précise nulle part ce que l'on entend par cette notion! La boucle militaire de l'effort, partant du soldat, la vareuse mouillée par l'effort, aux chefs de tous les niveaux qui allient les efforts physiques aux efforts mentaux est bouclée.

Enfin un autre aspect de l'effort dans le domaine militaire est l'effort financier qui

est du ressort de la politique et de la volonté de défense. De nos jours, cette volonté de défense qui devrait émaner du peuple et guider nos politiciens n'est plus vraiment ressentie. Pourtant par le passé, souvenons-nous, le peuple décide par exemple en 1913, par une collecte nationale, de doter l'armée d'une aviation militaire. Et plus près le 6 juin 1993, avec le soutien massif des Sociétés patriotiques et surtout des tireurs (Peu récompensés!) il fait passer l'idée de l'acquisition du nouvel avion de combat FA-18.

Question de temps

La raison est que de nos jours, les dangers et les menaces sont devenues plus perfides et ne sont plus, chez nous, ressenties comme telles. D'autres priorités comme le social, la santé, l'environnement, la culture aveuglent ceux qui devraient avoir pour souci notre préparation à faire face à des situations de dangers combien plus graves que celles qui pesèrent par exemple sur le Président des Etats-Unis d'Amérique lors du Forum de Davos. Et le monde, et l'Histoire sont ainsi faits que cette échéance n'est qu'une question de temps. Alors, aurons-nous l'armée qu'il faudra? Aurons-nous les armes et les avions dont nous aurons besoin? Saurons-nous faire face aux agressions informatiques dont nous serons l'objet? En d'autres termes, serons-nous prêts? Ou regretterons-nous notre manque d'efforts pour convaincre nos concitoyens de la nécessité d'une armée bien préparée? Seul l'avenir, peut-être proche, nous donnera la réponse. Mais malheureusement nous ne saurons jamais qu'après.

En attendant ne baissons pas les bras et poursuivons à notre échelle, les efforts pour disposer d'une armée forte et digne de ce nom.

Marie-Madeleine Greub

(1) Georges Blond, La Marne

Faux «major Schild»

L'armée ne le poursuivra pas

Un journaliste avait leurré fin février des soldats afin qu'ils lui envoient des documents confidentiels. L'armée a désormais décidé de fermer l'œil et de n'engager aucune poursuite judiciaire.

«Un seul homme nique tout le système» ou encore «C'est donc comme ça que ça se passe avec les documents confidentiels?» La publication d'une vidéo sur Facebook et Instagram, fin février par un journaliste du magazine *Izzy*, avait suscité une vague de réactions peu flatteuses pour l'armée. Le jeune homme était en effet parvenu à se faire remettre des données militaires confidentielles par le biais d'une simple ruse (lire encadré).

Contactée à l'époque par *20 Minutes*, l'armée avait précisé que le document remis au journaliste, soit le plan des gardes d'une

place d'armes, n'avait aucune incidence sur la sécurité du pays. Mais: «Il n'est pas moins délicat pour la sécurité de l'unité concernée», avait-elle souligné tout en se réservant d'engager des mesures juridiques. Pour rappel: une personne se rendant coupable d'usurpation de fonction risque jusqu'à 3 ans de prison.

Or, comme le révèle *20 Minutes*, l'armée a finalement décidé de fermer l'œil sur les agissements du journaliste. Le reporter, tout comme les membres de l'armée qui lui avaient remis le plan des gardes, ne risquent aucune sanction. «Nous avons

pris des mesures internes en sensibilisant la troupe», écrit Delphine Allemand, porte-parole de l'armée. Et d'ajouter: «Il s'agit d'un cas isolé qu'on doit prendre avec humour.»

daw/ofu - 20 Minutes

Il se fait passer pour le «major Schild»

Le journaliste d'*Izzy* avait appelé une place d'armes depuis un studio radio tout en se faisant passer pour le «major Schild». En prenant soin de prendre un air dirigeant et d'utiliser un jargon militaire, il avait demandé à son interlocuteur de bien vouloir lui envoyer par e-mail le plan des gardes afin d'y apporter des modifications. Pour cela, il s'était même créé un faux courriel: major.schild.admin@mail.com. L'homme au bout du fil s'était exécuté sans poser de questions.

Révision de la loi sur les armes (LArm)

Faut-il désarmer Guillaume Tell?

Une forte odeur de poudre flotte dans les travées du Parlement! En présentant récemment le projet du Gouvernement de révision de la loi sur les armes (LArm), la Conseillère fédérale Simonetta Sommaruga a allumé la mèche d'un débat hautement émotionnel, qui touche au fondement même de la société suisse, au citoyen-soldat libre et responsable. A peine lancée, la révision est dans la ligne de mire d'un référendum qui s'annonce aussi tonitruant que vigoureux!

Voyons tout d'abord le contexte. C'est pour se conformer à la nouvelle directive sur les armes 2017/853 de l'Union européenne (UE), que le Conseil fédéral a entrepris au pas de charge d'aligner la législation suisse. L'UE elle-même a travaillé dans l'urgence à la suite des attentats terroristes de 2015 qui ont secoué l'Europe, que ce soit à Paris, à Bruxelles ou à Copenhague. La nouvelle directive fait partie du développement de l'acquis des accords de Schengen. Elle vise à interdire les armes à feu semi-automatiques, qui ne pourront désormais être acquises qu'avec une autorisation exceptionnelle. L'échange d'informations entre les États de Schengen est par ailleurs facilité. En tant que membre associé à Schengen, la Suisse est en principe tenue de reprendre cette nouvelle directive et de la mettre en œuvre dans sa législation nationale dans les deux ans. En l'occurrence, le délai est fixé à fin mai 2019. Dans le cas contraire, le comité mixte de l'accord examinera la question et la suite à lui donner. Solution ad hoc, suspension de tout ou partie de l'accord: la diplomatie aura en tous les cas fort à faire.

Glissement vers l'interdiction

Une fois de plus, la vision européenne vient heurter de plein fouet les helvétismes. Parce que si la Suisse est l'un des pays les plus armés au monde, en ce qui concerne les citoyens, c'est aussi l'un des plus sûrs. Le citoyen-soldat n'est pas un mythe. En interdisant les armes semi-automatiques, la directive, et la loi qui en découle, s'en prennent directement au fusil d'assaut et même au pistolet, en fonction du nombre de cartouches disponibles dans le chargeur (en terme militaire suisse, dans le magasin). En outre, toutes sortes de conditions sont formulées à l'encontre des tireurs sportifs, des collectionneurs, des musées, des courtiers et des armuriers. Un véritable parcours du combattant! Enfin, elle impose un réexamen périodique des autorisations et le cas échéant, la confiscation des armes.

«On a un glissement du régime ordinaire d'autorisations vers une interdiction», s'insurge le Conseiller national Jean-Luc Addor (UDC, VS), capitaine et vice-président de l'association PROTELL. «Avec cette loi, on considère toute personne qui détient, ou souhaite détenir une arme, comme un criminel et un fou en puissance!» «Le terrorisme est un prétexte. Les criminels se moquent



des lois et s'approvisionnent sur le marché noir. Dans cette affaire, les seules victimes sont les citoyens honnêtes et respectueux des lois.»

De toute évidence, il n'est pas seul à le penser. La procédure de consultation a déclenché une impressionnante levée de boucliers. Le Département de justice et police (DFJP) a reçu plus de... 2200 prises de position! «Seules quelques participants à la consultation, notamment le PS et l'Union des villes suisses, exigent que de plus amples mesures soient prises», relève le Gouvernement. Et les cantons traînent les pieds. Ils considèrent que «le gain escompté en sécurité est disproportionné par rapport à la charge administrative supplémentaire qui en découlera.»

Scepticisme ambiant

Au nom des six cantons romands et du Tessin, le Conseil d'État valaisan a notamment écrit à la Cheffe du DFJP: «D'une manière générale, on relèvera que les mesures supplémentaires découlant de la directive européenne n'apportent aucune plus-value évidente par rapport au but proposé, qui est de lutter contre le terrorisme et l'utilisation abusive d'armes.» Le Tessin ajoute dans la foulée «que les mesures proposées sont un simple palliatif et qu'on ne peut exclure qu'elles favorisent même le commerce illégal des armes.»

Les cantons relèvent également que «le contrôle de l'inscription dans une société de tir pose problème»; ainsi que l'obligation faite aux sportifs de prouver leur activité de tir 5 et 10 ans après avoir reçu



une autorisation exceptionnelle, ou encore la surcharge administrative générée par les procédures de déclarations.

Montées en première ligne, la Fédération sportive suisse de tir et les sociétés de tir refusent d'un bloc le projet, qui ferait entrer les fusils d'assaut 57 et 90 dans la catégorie des armes interdites (catégorie A), donc soumises à autorisation exceptionnelle. Et les oppositions pleuvent de toutes parts: Société suisse des officiers (SSO), Association suisse des sous-officiers (ASSO), Swiss Olympic, Communauté d'intérêts suisse des collectionneurs d'armes (CISCA), Association suisse des tireurs vétérans (ASTV), pour n'en citer que quelques-unes.

Du côté des partis, à part l'UDC qui rejette l'idée d'une modification de la LArm, les opinions sont plus nuancées. Pour le PDC toutefois, «il n'est pas acceptable que des traditions suisses comme celle du tir soient soumises à des restrictions inutiles» et la question se pose «de savoir si la Suisse ne dispose pas déjà d'une base légale suffisante avec la LArm actuelle pour remplir dans une large mesure les objectifs de la directive modifiée sur les armes.»

Mille sabords!

«La pratique doit évoluer», estime pour sa part le Conseiller national Laurent Wehrli (PLR, VD), lieutenant-colonel et membre de la société de tir de Glion. «Les collectionneurs, les amateurs de tir vont se rapprocher des sociétés de tir. J'y vois un avantage positif. En disant non au projet, elles se font du tort. Car ces affiliations vont renforcer leur rôle.» Et puis «il ne faut pas toujours fermer la porte aux changements». «L'arme à la maison est acceptée et les propositions du Conseil fédéral vont dans la bonne direction, même s'il y aura des points à retravailler en commission.»

«Il faut s'adapter», renchérit le Conseiller national Pierre-Alain Fridez (PS, JU), membre de la Commission de la politique de sécurité (CPS-N). «Ce qui est demandé à la Suisse est peu de chose: qu'il y ait moins d'armes pas légitimées» et manifester «la volonté d'un tout petit peu réguler.» Et de lancer: «Les opposants en font un objet politique. Mais il n'y a pas de quoi fouetter un chat.»

Voilà qui promet de belles échauffourées! D'autant que le calendrier est très serré: en juin, le Conseil national; en septembre, les États. Le capitaine Addor a déjà créé un groupe parlementaire, fort de 56 membres, intitulé «Pour un droit libéral sur les armes». Et de s'exclamer: «Si après le Conseil fédéral, le Parlement n'écoute pas la société civile, alors le peuple peut-être montrera que dans ce pays, c'est encore lui qui décide!»

José Bessard

École d'état-major général

27 nouveaux officiers EMG

Le brigadier Maurizio Dattrino, commandant de l'École d'état-major général, a promu ce 23 février en l'église St-Paul de Lucerne 27 aspirants au rang d'officier d'état-major général. Le commandant de corps Philippe Rebord, chef de l'Armée, leur a souhaité la bienvenue dans le corps des officiers d'état-major général. De nombreux invités de l'armée et du monde politique ont assisté à la cérémonie, dont la conseillère nationale Yvette Estermann, qui en a prononcé l'allocution d'ouverture.

La cérémonie de promotion vient marquer dans un cadre prestigieux la fin des huit premières semaines d'instruction à l'École d'état-major général, au cours desquelles les aspirants doivent sans cesse démon-

trer qu'ils possèdent des capacités et des connaissances supérieures à la moyenne, les rendant aptes à assumer des responsabilités de haut niveau au sein de l'Armée suisse. Les compétences acquises par les nouveaux

officiers d'état-major général constituent une réelle plus-value, non seulement pour l'armée, mais aussi pour l'économie et la société en général.

La formation d'état-major général est particulièrement exigeante. Elle est donc réservée à un petit nombre d'officiers (seulement 3% de l'ensemble des officiers) au bénéfice d'une recommandation idoine, sélectionnés à l'issue d'une évaluation de leurs aptitudes dans différents domaines. L'accomplissement du stage de formation d'état-major général II (SFEMG II) ne représente toutefois pas la fin de la formation d'officier d'état-major général. Celle-ci ne s'achèvera qu'avec l'accomplissement du SFEMG III, au terme de quelques années d'engagement. Parmi les participants, quelques-uns poursuivront leur formation en suivant les SFEMG IV et V, qui les prépareront pour des fonctions d'encadrement supérieures.

Les nouveaux officiers EMG

Commandement des Opérations:

Maj EMG Aufranc Cédric, Autavaux; Bettschen Simon, Frauenkappelen; Brülisauer Rolf, Laax; Delarageaz Jean-Philippe, Bremblens; Dubois-dit-BonClaude Serge, Weite; Dumauthioz Joël, Bolligen; Fenner Remo, Dübendorf; Forster Martin, Salenstein; Garnier Jean, Corcelles-le-Jorat; Hirschi Michael, Burgdorf; Hirt Christian, Zurich; Mathys Roger, Feldbrunnen-St.Niklaus; Maurer Mathias, Zurich; Maury Florian, Conches; Musfeld Marc, Hergiswil; Noger Patrick, Fribourg; Righenzi Tommaso, Gentilino; Schächli Michael, Stäfa; Wanner Bastien, Genève; Weber Nicolas, Moosseedorf; Trachsel Michael, Feuerthalen; Zagoda Alexander, Zurich; Zimmermann Caspar, Baden.

Base logistique de l'armée:

Maj EMG Félix Anthony, Rossens.

Base d'aide au commandement:

Krage Philipp, Wallisellens; Kuhn Daniel, Schwadernau; Schneider Claudio, Wohlens b. Bern.

DDPS

Pälvi Pulli nommée cheffe de la Politique de sécurité

D'entente avec le chef du département, la Secrétaire générale du DDPS a nommé Pälvi Pulli, 47 ans, au poste de cheffe de la Politique de sécurité avec effet au 1^{er} avril 2018.

Pälvi Pulli, originaire de Berne, a étudié l'histoire et l'anglais, option sciences politiques, à l'Université de Neuchâtel. Outre sa langue maternelle, le finnois, elle parle couramment allemand, français, italien et anglais.

Elle a déjà occupé plusieurs fonctions dans le domaine de la politique de sécurité au Secrétariat général du DDPS de 1999 à 2006. Depuis juillet 2017, elle est cheffe de la division Relations internationales et État-major ainsi que suppléante du chef au sein



du domaine de direction Coopération policière internationale de l'Office fédéral de la police.

Pälvi Pulli est entrée en fonction au 1^{er} avril 2018 et a succédé ainsi à l'ambassadeur Christian Catrina, nommé délégué au renouvellement des moyens de protection de l'espace aérien par le chef du DDPS le 24 novembre 2017.

PdG-Patrouille des Glaciers

Un nouveau commandant

Le commandement de l'armée a nommé le Fribourgeois Daniel Jolliet à la tête de la PdG. L'officier de carrière de 56 ans succèdera le 1^{er} juillet prochain au colonel Max Contesse, qui partira à la retraite après avoir dirigé trois éditions de la PdG.

Actuellement chef de la gestion de l'engagement et de la carrière à l'armée, le colonel EMG Daniel Jolliet est officier de carrière depuis 1986. Tout au long de son parcours militaire, il a assumé différentes fonctions de conduite et d'état-major au sein de l'infanterie, de la formation supérieure des cadres de l'armée et de la police militaire. Lui-même adepte des sports d'hiver, Daniel Jolliet est un fin connaisseur de la Patrouille des Glaciers pour avoir participé à plusieurs éditions de cette célèbre course.

Le colonel EMG Daniel Jolliet succède au colonel Max Contesse, qui commande la PdG depuis 2013 et a dirigé les éditions 2014 et 2016. Ce dernier est plus que satisfait de son bilan: «Avec mon état-major, nous avons réa-

lisé de belles choses et permis de consolider l'avenir de la PdG, en adaptant ses structures et en prenant des mesures d'économies». Le colonel Max Contesse commandera du 17 au 21 avril 2018 sa troisième édition de la PdG, avant de prendre sa retraite dans le courant de l'été. Le commandement de l'armée le remercie pour ses remarquables prestations au profit de la PdG et de l'Armée suisse.

La Patrouille des Glaciers est une manifestation sportive au rayonnement international organisée par l'armée. Considérée comme l'une des courses de ski alpinisme les plus dures du monde, elle permet à 1500 patrouilles de s'affronter sur les skis entre Zermatt ou Arolla en direction de Verbier. La prochaine édition se tiendra en 2020.

ALIGRO

Cash & Carry

Genève-Les Vernets
Tel. 022 308 60 20

Chavannes-près-Renens
Tel. 021 633 36 00

Sion
Tel. 027 327 28 50

Matran
Tel. 026 407 51 00

Schlieren
Tel. 044 732 42 42



www.aligro.ch

Mutations d'officiers généraux de l'armée

Nouveau commandant à la div ter 4 et à la br mec 11

Le Conseil fédéral a procédé, lors de sa séance du 11 avril 2018, aux mutations suivantes parmi les officiers généraux, avec effet au 1^{er} juillet 2018.

Le brigadier Willy Brülisauer, actuel commandant de la brigade mécanisée 11, devient **commandant de la division territoriale 4** avec promotion simultanée au grade de divisionnaire. **Il succède au divisionnaire Hans-Peter Kellerhals** qui prendra sa retraite le 30 juin 2018, avec remerciements pour les services rendus.

Âgé de 50 ans, le brigadier Brülisauer a été directeur des travaux du génie civil à l'issue de sa formation de dessinateur-géomètre avec brevet fédéral. En 1990, il est entré dans le corps des instructeurs des troupes blindées en tant qu'officier de carrière. De 1996 à 1999, il a exercé les fonctions d'instructeur d'unité dans les écoles de recrues et les écoles de sous-officiers de chars et d'exploration, ainsi que de chef de groupe et remplaçant du commandant du stage de formation de commandement I de la division de campagne 7. Après sa collaboration au projet Armée XXI (formation supérieure des cadres), le brigadier Brülisauer a été chef de classe et maître enseignant la tactique auprès de l'Académie militaire entre 2001 et 2004. Jusqu'en 2007, il a travaillé comme chef de groupe, coach d'état-major et officier EMG adjoint du commandant des

écoles d'état-major général. Après un séjour d'études au stage de formation d'état-major général de l'Académie de défense nationale de l'armée autrichienne à Vienne, le brigadier Brülisauer a occupé les postes de commandant du stage d'état-major II et de remplaçant du commandant / chef d'état-major de l'École d'état-major général dès 2008. De juillet 2012 à décembre 2013, il a été chef du domaine Pilotage et directives et remplaçant du chef du Personnel de l'armée. En tant qu'officier de milice, il a commandé le bataillon de cyclistes 6 et le bataillon d'exploration 7. De 2011 à 2013, il a servi en qualité de chef d'état-major de la brigade d'infanterie 7. Avec effet au 1^{er} janvier 2014, le Conseil fédéral l'a nommé commandant de la brigade blindée 11 avec promotion simultanée au grade de brigadier. Le brigadier Brülisauer a ensuite été nommé à la tête de la brigade mécanisée 11 avec effet au 1^{er} janvier 2018.

Le colonel EMG Benedikt Roos, actuel remplaçant du commandant de l'École centrale, chef d'état-major et commandant du stage de formation de commandement d'unité, devient, à partir du 1^{er} juillet 2018, **commandant de la brigade mécanisée 11** avec promotion simultanée au grade de brigadier.

Âgé de 52 ans, le colonel EMG Benedikt Roos a obtenu sa maturité puis étudié la gestion d'entreprise à l'université de Berne. À l'issue de sa formation d'officier de carrière, il a été engagé, de 1997 à 2001, en qualité de chef de classe de l'école d'officiers des troupes mécanisées et légères (TML) et d'officier supérieur adjoint du chef de l'instruction des TML. En 2002, il a travaillé à l'état-major de la direction du projet Armée XXI auprès du chef de l'instruction des Forces terrestres. En 2003 et 2004, il a suivi des études au Command and General Staff College de l'US Army, à Fort Leavenworth, USA. En 2004 et 2005, il a été chef de projet à l'état-major des Forces terrestres. De 2006 à 2008, le colonel EMG Roos a occupé le poste de chef de groupe auprès de l'École centrale et de l'École d'état-major général de la Formation supérieure des cadres de l'armée (FSCA). Entre 2008 et 2010, il a commandé l'école de cadres des blindés et de l'artillerie 22, puis en 2011 et 2012, la filière d'études en voie bachelor auprès de l'Académie militaire de l'EPF de Zurich. En 2013, le colonel EMG Roos a obtenu en cours d'emploi le Master of Advanced Studies in Security Policy and Crisis Management de l'EPF de Zurich. De 2013 à 2017, il a occupé le poste de chef de l'organisation de conduite de la Défense et de chef du groupe d'état-major du chef de l'Armée. En tant qu'officier de milice, il a commandé le bataillon de chars 12 et occupé le poste de chef d'état-major de la brigade blindée 1. Depuis janvier 2018, il travaille comme remplaçant du commandant, chef d'état-major et commandant du stage de formation de commandement d'unité auprès de l'École centrale de la FSCA.

Service de renseignement de la Confédération

Jean-Philippe Gaudin, nouveau directeur

Lors de sa séance du 11 avril 2018, le Conseil fédéral a nommé Jean-Philippe Gaudin au poste de directeur du Service de renseignement de la Confédération à compter du 1^{er} juillet 2018. Monsieur Gaudin succède à Markus Seiler qui occupe depuis le 1^{er} décembre 2017 la fonction de secrétaire général du DFAE.

Jean-Philippe Gaudin (55 ans), né le 20 novembre 1962 et originaire de Chevilly (VD) a obtenu un diplôme de commerce à Lausanne avant de travailler comme manager à l'office du tourisme de Montreux. Le 1^{er} janvier 1987, il entre dans le corps des instructeurs des troupes mécanisées et légères (TML). Outre ses engagements comme instructeur d'unité des TML et chef de classe à l'école d'officiers, Jean-Philippe Gaudin a commandé en 2000 une unité de soutien de l'OSCE en Bosnie et Herzégovine. En 2003, il a effectué un séjour d'études au Collège de défense de l'OTAN, à Rome, pour exercer ensuite plusieurs fonctions de conduite dans le domaine du renseignement militaire. Le 1^{er} septembre 2005, il a été nommé remplaçant du chef

du Renseignement militaire, suivant également, à ce titre, le « International Intelligence Director's Course » au Defence College de Chicksands (GB) et un cours de perfectionnement à l'« Institut des Hautes Etudes de Défense Nationale » à Paris. Le 1^{er} juin 2008, le Conseil fédéral l'a nommé au poste de chef du Renseignement militaire tout en le promouvant au grade de brigadier. En 2010, il a suivi le « NATO Generals, Flag Officers & Ambassadors Course » à Bruxelles. Il occupe depuis le 1^{er} janvier 2016 le poste d'attaché de défense à Paris avec le grade de divisionnaire. Les rapports de travail de Jean-Philippe Gaudin, en tant que directeur du SRC, sont désormais régis par les conditions de travail s'appliquant au personnel civil.



Le directeur du SRC assume la responsabilité générale des activités de renseignement en Suisse et à l'étranger lesquelles consistent à acquérir et à analyser des informations, à prévenir les menaces et à évaluer la situation à l'intention des instances politiques.

Brigade mécanisée 1

Les cadres au cœur de la cible

Lors du premier rapport de la nouvelle Br méc 1, le brigadier Mathias Tüscher insistait sur les responsabilités qui incombent à tous les chefs. Le commandant de ladite unité s'exprimait devant un parterre d'officiers et de sous-officiers supérieurs. Mais, pour le bien de l'ensemble, les premiers grades se révèlent indispensables. L'engagement de chaque sergent est essentiel.



Le cap Nicolas Leuba, le br Mathias Tüscher, le div René Wellinger.

Vendredi 9 février 2018, à Granges-Paccot (une localité proche de Fribourg), quelque huit cent invités se retrouvaient. Des militaires et des civils considéraient ces principes que l'on soutient dans la brigade, du haut en bas de la hiérarchie: «Combattre - protéger - aider».

Une digne héritière

Le brigadier Mathias Tüscher annonçait sa troupe au commandant des Forces terrestres, le divisionnaire René Wellinger. Le premier-lieutenant Richard Peter Schweizer dirigeait la fanfare. Nommé colonel EMG (au 1^{er} janvier 2018), Alexandre Vautravers devenait le commandant remplaçant de la Br méc 1; il succédait au colonel Laurent Bovay.

Le brigadier Tüscher prononçait son discours. «A l'armée, l'acceptation des formes

rend possible une vie en commun», affirmait l'orateur. La discipline, la tenue, le respect du subordonné, l'obéissance au supérieur, tels sont les éléments dont se réclament les cadres. Ainsi, à tous les niveaux, les chefs mènent au mieux leurs hommes. «Je regrette l'absence des sergents à mon rapport», ajoutait le brigadier.

Le commandant de la Br méc 1 poursuivait sa réflexion, quant aux activités collectives. Les paiements de galons ne constituent pas des acquis définitifs. En la présence des soldats, les officiers et les sous-officiers redéfinissent toujours les missions qui leur sont imparties. Les cours de répétitions nécessitent également des remises en question.

Sous son appellation actuelle, la Brigade mécanisée 1 existe depuis le 1^{er} janvier 2018. Jusqu'au 31 décembre de l'année pré-

cédente, on parlait de la Brigade blindée 1; le commandant d'alors était le brigadier Yvon Langel. Maintenant, promu divisionnaire, l'intéressé dirige la Div ter 1. Le brigadier Mathias Tüscher tenait à rendre hommage à son prédécesseur. A la demande du commandant, les cadres de la Br méc 1 se levaient, marquant une déférence devant le nouveau divisionnaire; celui-ci répondait, prenant la position de garde-à-vous et saluant la foule.

Mathias Tüscher évoque volontiers les organisations précédentes. Avant le temps de la Br bl 1 (1995-2017), les militaires concernés faisaient du service au sein de la Division mécanisée 1 (1962-1994). A Granges-Paccot, le brigadier Tüscher galvanisait sa troupe: lui-même et ses subordonnés allaient prouver que la Br méc 1 était «une digne héritière».

Cours de répétition en mode DEVA

Le nouveau commandant mentionnait les chefs des sept entités qui composent la Br méc 1. Le lt-col EMG Antoine, cdt Gr art 1; le lt-col EMG Marc-Antoine Fardel, cdt Bat EM; le lt-col EMG Daniel Spillmann, cdt Bat expl 1; le lt-col EMG Christian Hug, cdt Bat chars 12; le lt-col EMG Pierre-Olivier Moreau, cdt Bat méc 17; le lt-col EMG Xavier Rey, cdt Bat méc 18; le lt-col EMG Adrian Freiburghaus, cdt Bat sap chars 1.

A propos des cours de répétition annuels, le rédacteur de l'Administration fédérale note ce fait: «Le Bataillon mécanisé 18, placé pour la dernière fois sous le commandement dynamique du lt-col EMG Xavier Rey a été le premier corps de troupe de la Brigade mécanisée 1 à faire service depuis que le Développement de l'armée (DEVA) est entré en vigueur».

A partir du 1^{er} janvier 2018, le brigadier Mathias Tüscher s'est installé à Morges. Le 9 février, devant son auditoire, le commandant citait plusieurs collaborateurs: le col EMG Serge Pignat; le col Jean-François Doninelli; le lt-col Patrick Manduca; le lt-col Jürg Schöttli; Mlle Nathalie Hauert.

Nommons encore quelques personnalités militaires et civiles. Parmi la foule, nous avons rencontré le div Jean-Paul Theler (chef de projet «Commandement du soutien»); le br Yves Charrière (cdt remplaçant de la Div ter 1); le col EMG Christian Bühlmann (un officier au GCSP, Geneva Centre



L'adj sof Jean-Hugues Schulé et le br Yves Charrière.



Le col EMG Alexandre Vautravers.



Le div Yvon Langel et le col Laurent Bovay.



L'adj-maj Damien Vocanson et le cap aum Jean-Marc Spothelfer.

for Security Policy); Le cap Nicolas Leuba; l'off spéc (cap) Laurence Fruneau-Jenni (entre janvier et août 2017, elle s'occupa de la gestion du personnel de l'EM de la Br bl 1); le cap aum Vincent Guyaz; le cap aum Jean-Marc Spothelfer; le cdt Philippe Desarzens (l'ancien responsable de «Police Région Morges»); l'adj-maj Damien Vocanson; l'adj sof Jean-Hugues Schulé (rédacteur en chef de la revue **Nam**); la ministre jurassienne Nathalie Barthoulot; le conseiller d'Etat fribourgeois Maurice Ropraz (il s'exprimait devant l'assistance); le conseiller d'Etat genevois Pierre Maudet.

Parfois, les générations se suivent et se ressemblent. L'ancien chef communication de la Rég ter 1, le col Christian Rey est le père du lt-col EMG Xavier Rey; à Granges-Paccot, tous deux soutenaient l'institution militaire. Le 9 février, lors de la même manifestation, on apercevait un ancien dirigeant de la Br bl 1, le brig Daniel Berger; il rencontra son fils, le lt-col EMG Simon Berger (celui-ci accomplit son service à la Br méc 1). P.R.



Le cap aum Vincent Guyaz et le col EMG Serge Pignat.



L'of spéc Laurence Fruneau-Jenni et le col EMG Christian Bühlmann.

Brigade mécanisée 1

Rapport du commandant, le brigadier Mathias Tüscher

Je ne suis pas par principe allergique aux mondanités. Il m'arrive même en certaines circonstances de les apprécier. Cela dit, un rapport de brigade n'est pas à mes yeux, le lieu ultime des dernières frivolités.

Si nous sommes honorés de la présence aujourd'hui de nombreux représentants du monde ecclésiastique, politique, militaire, académique et des entre-prises, mon public-cible aujourd'hui ce sont mes cadres.

Et n'ayant eu la possibilité d'influencer, que marginalement la donnée d'ordres 2018 que vos commandants de corps de troupe ont reçu le 30 juin dernier, j'utilise ce podium pour vous donner, à chaque échelon, mes directives qui resteront valables pour la durée entière de mon commandement.

Vous aurez remarqué que je vous ai convoqué ce matin avec du matériel pour écrire; selon l'ordre général que vous avez reçu avec votre ordre de marche et que vous avez bien entendu lu.

Prenez donc des notes. Il n'y aura pas de séance de rattrapage.

Avant de vous faire part de ces directives, je veux, car vous êtes en droit d'attendre cela de moi, vous transmettre mes réflexions sur des sujets plus généraux, mais qui touchent à l'essence même de notre armée, à sa raison d'être.

La brigade mécanisée 1

Vous regardez tous dans ma direction et c'est bien ainsi. Ce n'est pas seulement une marque d'éducation et de respect, mais c'est aussi parce que vous attendez de moi que je vous conduise, que je vous donne l'impulsion nécessaire. Et c'est bien ainsi que je conçois ma fonction de commandant. Regardez maintenant à votre gauche, à votre droite, et même derrière vous! C'est avec tous ces camarades réunis ici et aujourd'hui - hic et nunc - que la brigade est, et sera capable de remplir avec succès les missions confiées.

S'il fallait encore vous en convaincre, la brigade mécanisée 1, c'est vous et vos hommes, que vous motivez et rassemblez avec enthousiasme, afin de générer au quotidien les prestations attendues.

La brigade mécanisée 1, c'est nous ! ce n'est pas une entité virtuelle, pas une quelconque structure ou organisation.

Vous devez le savoir. Je vomis les tièdes, les usurpateurs, ceux qui se font passer pour ce qu'ils ne sont pas, les tricheurs, les spécialistes du «moi, moi-moi-moi, moi-je, me and myself» qui revendiquent et trop souvent obtiennent de nouveaux droits, sans

véritablement assumer de devoir. Ceux-là même qui nous gavent d'égalitarisme qu'ils envisagent comme l'obtention pour eux de droits nouveaux et la redistribution à d'autres de devoirs jusque-là partagés.



Nous, nous avons tous accepté implicitement de donner notre vie pour défendre celle des autres.

Dès lors, vous tous, bénéficiez a priori de mon total respect et de mon affectueuse bienveillance. Oui, a priori de mon affectueuse bienveillance. Car comment définir autrement la relation qui unit un commandant et ses subordonnés.

Je vous rassure cette déclaration dont les militaires sont assez peu coutumiers - je

vous l'accorde - ne m'empêchera jamais d'être opiniâtrement exigeant envers vous et sans concession dans l'obtention de ce que j'aurai exigé.

Cependant, il est bon que nous ayons conscience que nous formons une communauté de destin, dont le ciment est l'esprit de corps; une communauté de destin dont nous sommes en charge, dont nous portons la responsabilité.

Notre pays est de par son histoire et la volonté populaire, exprimée dans sa Constitution un état fédéral. Et cela est bien ainsi. Cela assure à notre armée, ses Grandes Unités et ses corps de troupe un ancrage régional. J'attends donc de chaque commandant en particulier, mais aussi de chaque cadre de la brigade qu'il s'implique dans les activités de sa région, de son canton.

Lors de chaque service de troupe, les bataillons et groupes se doivent d'inviter et d'accueillir les autorités cantonales qui les parainent. Les unités quant à elles organisent à leur échelon l'accueil des autorités communales du lieu où elles font service.

Je comprends cela comme faisant partie de l'éducation minimale d'un Confédéré faisant service ailleurs que chez lui. Dans ce cadre les fourriers et les quartiers-maîtres mettent un point d'honneur à recevoir ces différentes autorités avec distinction et profusion de produits issus de leur propre terroir.

Cet appui du souverain et des Cantons est une chance pour notre armée, mais elle nous oblige.

Elle nous oblige à nous montrer digne de la confiance ainsi témoignée. Autrement dit elle nous condamne à l'excellence. Chaque chef à son échelon reçoit la mission permanente de donner du sens à l'engagement militaire, d'expliquer les raisons de notre engagement. Nos soldats-citoyens l'exigent, ils le méritent.

Suite en page 12 ➔

➔ Suite de la page 11



Directives 2018

Il temps pour moi de vous donner mes directives pour l'année à venir. N'attendez pas de moi de grandes envolées lyriques. Non, je vais me concentrer sur l'essentiel, souvent à l'échelon technique, afin

que chacun retienne bien ce que j'attends concrètement de lui.

Je compte conduire la brigade de manière révolutionnaire! Si, vous m'avez bien entendu. Ma conception est simple: «Les chefs commandent et les subordonnés obéissent».

Mais comme, fort heureusement nous ne sommes plus au XIX^e siècle lors des campagnes napoléoniennes, les chefs intègrent leurs subordonnés au processus de décision et laisse à ces derniers la liberté de manœuvre maximale dans l'exécution des missions qui leur sont confiées.

C'est là l'une des grandes forces de notre armée de milice, jusqu'aux plus bas échelons nous avons à faire à des subordonnés pour la plupart intelligents, bien instruits et bien formés; même si tous ne s'engagent pas toujours au quotidien à le démontrer...

Mais je le répète et j'insiste, une fois la décision prise par le chef, les subordonnés obéissent et exécutent fidèlement ce qui a été décidé. Pas par esprit de caporalisme obtus, mais parce que le chef porte seul la responsabilité de ses décisions. Et que lui seul possède, maîtrise et comprend tous les éléments qui l'ont conduit à prendre cette décision.

Une fois les ordres donnés, plus de tergiversations! De tout son cœur pour l'accomplissement de la mission, selon l'intention et dans l'esprit de son commandant.

Le chef commande, contrôle et au besoin corrige. Il appuie et instruit ses subordonnés. Il les drille jusqu'à la maîtrise de leur art. C'est la responsabilité de chaque chef; c'est ce qui fait la grandeur et les beautés de sa charge.

Le QG de Morges est le seul élément permanent de la brigade. Il travaille certes principalement au profit du commandant, mais assure également l'appui du chef d'état-major et des commandant de corps de troupe, dans les périodes avant service et durant les services. Le lieutenant-colonel Schöttli, mon officier supérieur adjoint, dans son rôle de partenaire privilégié des commandants de bataillon et de groupe, contrôle avant service le respect des délais et les dossiers de cours des corps de troupe et unités.

Il assure également aux cdt C trp un appui apprécié lors de l'instruction de leurs cadres sur les thèmes liés au tir, au service de garde ou à l'instruction d'urgence.

Il procède sur mon ordre à la visite des unités lors de la première semaine du cours et marque un effort principal sur la marche du service et l'organisation des services. Il rend rapport de ses constatations au cdt br, mais aussi au cdt C trp et cdt U concernés.

En fin de service, soit au plus tard le dernier vendredi du cours, l'OSA porte la responsabi-

lité de rassembler au QG de Morges et dans la forme voulue, la totalité des délais qui doivent être remis par les corps de troupe et ne touchant pas le domaine du personnel.

Le colonel Doninelli, le chef de service de la brigade, est le partenaire privilégié du G1 et des S1. Il les appuie avant et pendant les services. Il répond dans les meilleurs délais à leurs questions et demandes d'appui, ainsi qu'à celles de leur commandant.

En fin de service, soit au plus tard le dernier vendredi du cours, le chef de service est responsable de rassembler au QG de Morges dans la forme voulue, la totalité des délais et dossiers touchant le domaine du personnel qui doivent être remis par les corps de troupe.

Il est la mémoire vivante en matière de personnel de la brigade et le gardien du graal dans le domaine des propositions et mutations, qu'il contrôle ou établit selon mes directives et sur proposition des commandants concernés.

En ce début d'année et suite au DEVA, les directives concernant le personnel ont beaucoup changé. Le chef de service se déplacera dans chaque bataillon pour instruire et appuyer les S1. Il établira prochainement selon les ordres que je lui ai déjà donnés une bible sur l'avancement décrivant les conditions requises et les filières d'avancement possibles pour toutes les catégories de cadres de la brigade. Les cadres provenant de la 2^e connaissent déjà l'utilité d'un tel document.

Depuis plus d'un mois, le chef de service est renforcé par un remplaçant en la personne du lieutenant-colonel Manduca, ancien chef S commissariat de la brigade. Une fois sa formation terminée, il sera en mesure d'appuyer et de remplacer pleinement le colonel Doninelli.

Il participera régulièrement aux pré-rapports de qualification que le QG de Morges conduira dès à présent selon mes directives en semaine 2 des SIF avec les corps de troupe en service, puis au rapport final du personnel, qui se tient normalement le mercredi de la semaine 3.

Jusqu'au milieu de cette année le bureau de brigade peut compter également sur la présence efficace de Mlle Hauert, qui effectue au QG de Morges un stage pratique dans le cadre de son apprentissage d'employée de commerce.

Depuis le début de cette année le commandant remplaçant de la brigade est le colonel EMG Vautravers.

Né soldat de char, ancien cdt bat chars 17, ancien G2 à l'EM br et rédacteur en chef de la Revue militaire suisse, ce sont là des qualités qui lui assurent la polyvalence nécessaire pour occuper cette nouvelle mission à mes côtés. En sus des remplacements qu'il devra assurer cette année, principalement durant le SIF du bat EM br méc 1 et celui du Pz Bat 12, il lui incombera avant tout de planifier les exercices pour les corps de troupe sur ELTAM. *Der Stabschef, Oberst i Gst Pignat, ist für die interne Weiterbildung des Brigadestabs verantwortlich. Er macht aber noch mehr: Nach meinen Vorgaben bereitet er Stabsübungen und Truppenübungen vor für die Bataillone und die Abteilung.*

Während der dritten Woche der WKs werde ich diese Übungen durchführen und im Normalfall selbst leiten. Oberst i Gst Pignat wird das nötige Personal für die Übungsleitung aufbieten wie für die Inspektionen durch den Brigadekommandanten.

Er stellt die Redaktion der Befehle der Brigade gemäß den Vorgaben des Heeres und des Brigadekommandanten sicher.

Wenn alles richtig verläuft, hat der Stabschef keinen direkten Kontakt mit den Bataillonen und dem Abteilungskommandanten.

Cette année, en sus de ses missions ordinaires, l'état-major a reçu la mission de planifier dans le détail l'opération « KEVLAR DUE » au profit des Forces terrestres et du cdmt op. L'EM br participera également aux wargaming de cette opération. Tout ceci est passionnant du point de vue intellectuel et tactique, mais prend une partie non négligeable de ce que l'EM br peut consacrer en temps normal à ses propres tâches.

Alors que l'état-major de brigade vient de terminer le premier service de cette année, je me félicite dans l'ensemble de la qualité des produits élaborés et qui m'ont été présentés. Je me félicite aussi de l'ambiance sereine et positive dans laquelle cette semaine s'est déroulée.

A la fin de cette année le colonel EMG Pignat remettra sa charge au colonel EMG Setz, qui deviendra le nouveau CEM. Ce dernier sera dès à présent étroitement intégré aux travaux de préparation des exercices de l'an prochain.

Les services en 2018

J'en viens maintenant à la présentation des services que les 7 corps de troupe de la brigade effectueront cette année. Comme vos commandants de bataillon ou de groupe ont déjà tous reçu mes directives, à l'exception



Le cdt de police Philippe Desarzens et le br Mathias Tüscher.



Mlle Nathalie Hauert.



Les Conseillers d'Etat Maurice Ropraz et Pierre Maudet.

du cdt bat expl 1 et du bat sap chars 1 qui le feront prochainement, je m'arrêterai à l'essentiel.

Le bataillon d'état-major de la brigade mécanisée 1, conduit par le lt col EMG Fardel, effectuera son service de mi-juillet à début août en Suisse orientale. Les étudiants, nombreux dans cette formation ne devraient pas avoir de problème à servir cette année. Le bataillon connaît depuis le début de cette année une nouvelle articulation avec:

- une compagnie d'exploitation dont le personnel appuie en priorité les cours EM de l'état-major de br et le QG de Morges
- une cp d'état-major, une compagnie de transmissions et une compagnie d'échelons de conduite, qui à elles 3 reprennent grosso modo les missions des cp QG et éch cond de l'ancien bat aide cdmt 1
- une cp sûr, provenant de l'ancien Inf Bat 16 et qui assurera les missions de protection du QG et de la citadelle aussi bien en engagement mobile que statique
- et la batterie CCF qui trouve sa place définitivement au sein du bat EM et qui sera sans doute instruite avec le gr art 1 lors d'un prochain service, une fois les bases assurées avec le bat EM.

Les buts du cours sont simples dans leur énoncé. Il s'agit d'intégrer les personnels provenant de la br inf 2, du Inf Bat 16 et de la bttr CCF au sein de ce nouveau corps de troupe et d'y installer en 2018 les standards d'engagement, permettant en 2019 un engagement conjoint avec l'EM br.

Le bataillon d'exploration 1, conduit cette année pour la dernière fois par le lt col EMG Spillmann, a également connu quelques changements importants dans son articulation. Il est désormais constitué:

- d'une compagnie d'état-major
- d'une compagnie logistique
- et de 3 compagnies d'exploration

Ce corps de troupe sera en service dans le secteur du sud du Pied du Jura de début septembre à début octobre et les buts du service seront assez semblables à ceux du bat EM. A savoir: intégrer les personnels provenant de la br inf 2 au sein de ce nouveau corps de troupe et d'y installer en 2018 les standards d'engagement, permettant un engagement bataillonnaire conduit par l'EM br en 2019.

En novembre 2018, le bat expl sera entraîné sur ELTAM avec à sa tête son nouveau cdt bat, le lt col EMG Häni.

Das Pz Bat 12 wird, zum ersten Mal unter der Führung von Oberstlt i Gst Hug, seinen Dienst dieses Jahr Ende Juli bis Ende August in Bure leisten.

Wie auch die anderen mechanisierten Bataillone der Brigade hat das Pz Bat 12 keine wesentlichen Veränderungen in seiner Gliederung erfahren.

Die Planung sieht vor, dass im Jahr 2020 das Bataillon an der ersten Einsatzübung der Mechanisierten Brigade 4, welche durch den Kommandanten des Heeres geleitet werden wird, teilnimmt. Es geht also darum, ab sofort das Bataillon auf diesen Einsatz, der unter dem Decknamen «GLADIUS» läuft, vorzu-bereiten.

Der Bataillonskommandant wird dies im 2018 als Eigentaining und 2019 in einer Übung in der Ostschweiz unter der Leitung der Brigade tun können.

Im Oktober, wird das Pz Bat 12 zusammen mit dem Pz Sap Bat 1 auf dem EL-TAM trainiert werden.

Le bataillon mécanisé 17 placé pour la 2^e fois sous la conduite du lieutenant-colonel EMG Moreau sera quant à lui en terres ajoulottes de fin mai à fin juin, sur les terrains bien connus de la place d'armes de Bure.

Il pourra mettre ce cours à profit pour combler les lacunes constatées l'an dernier sur ces mêmes infrastructures, avant d'être entraîné par le commandant de brigade durant la 3^e semaine de son cours, dans le cadre de l'exercice «ARATRO» qui a été passablement remanié.

La fin de la 2^e semaine de son service sera consacré à l'appui des activités marquant les 50 ans de la place d'armes de Bure.

C'est un honneur pour le bataillon et la brigade de pouvoir servir dans ce cadre; de pouvoir démontrer nos capacités aux nombreux invités qui honoreront de leur présence ces manifestations.

J'attends donc un engagement exemplaire de nos hommes durant ce service d'honneur, aussi bien dans les phases de planification, de conduite, que de repli.

Le bataillon mécanisé 18, pour la dernière fois sous la conduite du lt col EMG Rey, est actuellement en service à Bure engagé dans un service aux efforts d'instruction identiques à ceux que je viens d'évoquer pour le bat méc 17.

Je ne m'éterniserai donc pas trop, car il serait bien tardif de ma part de vouloir donner aujourd'hui encore des impulsions pour ce service qui voit également l'appui du SFT-I de la FOAP blindée et d'artillerie par les sections du 18.

Dès le 1^{er} octobre 2018, le bat méc 18 sera placé sous le cdmt du lt col EMG Berger.

Le colonel Garnier ne se lasse pas de conduire son groupe d'artillerie, qui depuis le début de l'année s'est vu renforcer d'une 4^e bttr art, qui pour l'instant demeure hélas bien virtuelle.

Cette année sur les plaines de Bière de mi-mai à mi-juin, le cdt gr conduira pour la 3^e fois son corps de troupe et sera entraîné par la brigade en 2^e semaine déjà dans le cadre de l'exercice «CACUS».

Le bat sap chars 1, fort d'une cp EM, d'une cp log et de 3 cp sap chars sera porté sur les fonts baptismaux à Bure durant un premier cours de conversion de mi-octobre à mi-novembre, après avoir eu la possibilité d'être

entraîné en octobre par la brigade sur ELTAM. Cette configuration est idéale pour son nouveau commandant le lt col EMG Freiburghaus qui pourra dans le cadre de cet entraînement tactique, effectué de concert avec le bat chars 12, imprimer à Thoune son style de conduite à l'ensemble de ses cadres officiers. Pour un nouveau cdt bat, ELTAM est un cadeau, dont il faut savoir profiter!

Ce nouveau bataillon n'a pas encore les effectifs réglementaires et a été constitué aussi bien de sapeurs romands qu'alémaniques. Mais peu importe, je sais que le pragmatisme et l'engagement légendaires des sapeurs viendront à bout de ces quelques difficultés de départ.

Das Pz Sap Bat 1, bestehend aus einer Stabskp, einer Log Kp und 3 Pz Sap Kp, wird in seinem ersten WK (FDT) von Mitte Oktober bis Mitte November in Form eines Umschulungskurses, in Bure aus dem Taufbecken gehoben.

Dies, nachdem das Kader des Bataillons die Gelegenheit hatte, anfangs Oktober unter Führung der Brigade, gemeinsam mit dem Pz Bat 12, auf dem ELTAM zu trainieren.

Dieses neue Pz Sap Bat befindet sich personell noch im Aufbau und hat den reglementarischen Bestand noch nicht erreicht. Auch ist das Bat zweisprachig und wird dementsprechend mit Panzersappeuren der Romandie und der Deutschschweiz alimentiert.

Ich bin mir sicher, dass der legendäre Pragmatismus und der grosse Einsatzwille der Panzersappeure diese anfänglichen Schwierigkeiten überwinden wird.

Conduite des services de troupe

J'en viens maintenant plus précisément à ce que j'attends de chacun dans la préparation et la conduite des services de troupe.

Les cours de répétition ne représentent pas la poursuite en mode dégradé de ce que vous avez tous appris dans les écoles et durant vos stages de formation.

Die Wiederholungskurse sind nicht eine abgespeckte Nachahmung dessen, was Sie in den Schulen und den Ausbildungsdiensten gelernt haben.

Je sais le niveau d'instruction que vous avez atteint à la fin de vos paiements de galons et je sais exactement ce que je suis en mesure d'exiger. Sachez-le tout de go, je ne me satisferai pas de moins. J'attends qu'une troupe entraînée et conduite par des chefs expérimentés poursuivent sa progression et ne se contentent pas de voter durant 3 semaines.

Ceci est une exigence militaire, mais aussi vis-à-vis des citoyens-soldats placés sous notre responsabilité, de leur famille et de leur employeur! A chaque échelon, les chefs seront au besoin appuyés et instruits.

Avant service

La donnée d'ordres de brigade qui a lieu traditionnellement fin juin permet aux cdt C trp de préparer sur cette base et celle de mes directives le concept de base pour leur programme de travail, qu'ils me présentent lors du rapport CR 1 au QG de Morges, avant qu'ils ne participent au rapport d'appui bataillonnaire.

Suite en page 14 ➔

↳ Suite de la page 13



Ceci est primordial pour leur permettre la formulation de demandes concrètes en matière de ressources logistiques, d'infrastructures d'instruction et d'appui par les personnels de carrière des formations d'application,

lors du RAB.

Le commandant de corps de troupe qui ne convoque pas son adjudant EM lors du RAB commet une grave erreur. Car lui seul est en mesure d'apprécier en amont déjà, les infrastructures mises ensuite à disposition des sgtm U.

Les deux à trois jours de travail EM qui suivent ce premier rapport ne sont pas consacrés à l'ouverture en EM du courrier de l'année - je l'évoque, car je l'ai hélas déjà vécu - mais permettent à ce dernier et son commandant d'établir le dossier d'ordres du cours, y compris les PICASSOS de détail en vue du rapport d'appui des unités.

Il est impératif que le scénario du service soit écrit dans les moindres détails et compris de tous au sein de l'EM dès ce moment-là. Car contrairement à ce que l'on pense trop souvent, à l'entrée en service du cours, l'EM, tout comme les cdt U, n'ont plus le temps de peaufiner ce qui a été mal pensé, mal conçu et dès lors mal ou trop peu planifié. L'EM bat ne doit plus avoir qu'à conduire le cours, tel que planifié, à instruire et à contrôler.

A la fin de ces quelques jours de travail EM, les commandants d'unité, les sof sup et les officiers convoqués au rapport d'appui des unités reçoivent un programme de travail concret pour ce dernier.

Le même processus doit avoir lieu lors du rapport d'appui des unités. Le cdt cp et les sof sup doivent à son issue maîtriser le déroulement du cours, ses infrastructures dans le moindre détail.

Les chef sct sont associés aux reconnaissances du cours, d'autant plus lorsque celui exige de leur part le montage et la direction d'exercice d'engagement ou de tir.

A l'issue de ces journées chaque commandant doit avoir une vision précise de l'occupation durant le SIF des fonctions-clés de son unité. A ce moment-là, en cas de carence, il est encore possible de réagir avec l'appui du chef de service de la brigade pour effectuer des permutations ou des demandes de renfort auprès des organes en charge de la gestion du personnel de l'Armée.

Je sais que ces préparatifs s'ils sont fait comme ordonnés, nécessitent des jours de service. Et que le nombre de ces jours de service est réglementairement limité. Mais jamais aucune directive de madame le chef du personnel de l'Armée n'a interdit à quiconque et encore moins à un commandant d'organiser une soirée pizzas chez lui avec ses subordonnés, afin d'assurer une partie de ces préparatifs.

Il s'agit d'apprécier au mieux et en bonne intelligence les commandes de ressources auprès de la base logistique de l'armée. Dans un esprit d'économie des moyens et

déjà en prévision de leur reddition, il ne sert à rien de commander l'entier du matériel mis à disposition. La commande du matériel doit faire l'objet d'une analyse de détail par les commandants et les chefs de section, sur les directives précises de l'échelon bataillonnaire.

Durant le service

Personne ne sera surpris, que je considère l'ordre et la discipline comme la base de tout succès militaire.

Et dans ce domaine, je suis un fantassin pur-sucré!

J'ai beaucoup de respect pour les traditions des autres armes et services, mais dans le domaine de l'ordre et de la discipline, je ne tolère aucun relâchement.

J'attends donc que la tenue, le comportement et le langage de vos hommes soient exemplaires. Cela fait partie du savoir-être du soldat. Vos hommes sont la carte de visite de la brigade et de notre Armée.

Les formes militaires sont l'expression de l'éducation et du respect de chaque subordonné envers son chef. Comme toutes bonnes manières, elles rendent possible et souvent même agréable la vie en commun. Les formes militaires ne sont pas l'apanage des officiers entre eux. Elles concernent aussi les hommes et les femmes du rang, de même que les sous-officiers.

L'expérience montre que les commandants de compagnie usent et abusent de leur compétence de licencier administrativement des hommes et des cadres à l'entrée en service, alors que les effectifs prévus dans leur unité sont déjà faméliques. Je rappelle que vos hommes doivent formuler des demandes de dispense avant service auprès des instances responsables. Certains le font même 2 fois. Il est donc intolérable et injuste vis-à-vis de ceux qui servent, que d'autres par confort personnel obtiennent, souvent à la légère, sans réel justificatif, un licenciement du service in absentia ou lors de l'entrée en service.

Marche du service

Depuis que je suis soldat, j'entends répéter comme une litanie que l'organisation de la marche du service est la base de toutes activités militaires et que seule une marche du service solide et bien organisée permet une instruction exigeante.

C'est vrai! Mais pourquoi sommes-nous si mauvais dans ce domaine si nous le savons tous?

La marche du service est souvent traitée à la légère dans les rapports de cp ou de btrr, ... et encore quand ils ont lieu...

Non, la question de la marche du service est un chapitre essentiel et qui doit être traité en amont par le cdt U avec ses sof sup lors d'un rapport de S, qui se tient idéalement 2 fois par semaine.

Si le chef de sct réfléchit dans le meilleur des cas à l'horizon de 3 jours, c'est la semaine qui doit être l'étalon pour le triangle formé par le cdt U, le sgtm U et le four.

De même, le four et surtout le sgtm U doit conduire des rapports clairement dé-finis dans les ordres du jour avec leurs propres

chef S. La donnée d'ordre permanente entre deux portes, dans les couloirs doit disparaître avec effet immédiat de notre style de conduite.

L'information est un moyen de conduite! Certes! Mais alors il faut s'en donner les moyens. Le cdt U informe ses hommes chaque matin à l'appel. C'est bien, mais ce n'est pas suffisant!

Le commandant a tout intérêt à mettre à disposition du sgtm U le corps des sous-officiers, dont il est le chef, par exemple chaque vendredi durant les colloques ou débriefings de compagnie que le commandant quant à lui conduit personnellement avec la troupe.

Ce faisant le sgtm chef pourra traiter avec l'ensemble des sous-officiers de l'engagement attendu de chacun au profit de la marche du service.

J'attache une importance toute particulière au corps des sous-officiers supérieurs et des sous-officiers. J'attends qu'ils soient traités comme des cadres et des camarades. Qu'ils n'en aient pas que les devoirs, mais aussi les droits. Je regrette du reste l'absence de nos sergents aujourd'hui à mon rapport.

L'instruction

L'instruction est notre force. Notre méthode est excellente et admirée de toutes les armées qui nous visitent. Alors appliquons-la!

Les plans de travail hebdomadaires et les ordres du jour, prévoient des rapports d'instruction 1ère et deuxième partie. Pour ceux qui ne se sont pas encore fait à cette dénomination - qui ne signifie rien je vous l'accorde - je parle ici des rapports théorique et pratique du chef section.

Le premier a lieu au minimum la veille de la journée d'instruction, il permet avant tout aux sous-officiers de recevoir les ordres de mission de leur officier et ainsi d'anticiper leurs préparatifs en relisant les règlements nécessaires et en procédant aux différentes commandes.

La partie pratique se fait dans le terrain le jour même, à l'endroit même où l'instruction sera dispensée. Quand la troupe arrive, tout est prêt. Ce rapport ne se déroule donc pas en chambre, ni en caserne ou pire au bistrot du coin; ni au mess des officiers... La qualité des préparatifs menés ainsi par nos cadres doivent rendre obsolète cette saillie de Charles d'Ollone: «C'est avec les jambes de leurs subordonnés que les chefs suppléent presque toujours à leur propre manque de tête.»

Ces rapports sont tout aussi nécessaires lorsqu'on prépare une journée de travail consacrée à des exercices d'engagement ou de tir!

Les jeunes chefs de section se voient confier immédiatement la conduite d'une section. Idéalement et là où cela est possible, sous l'œil bienveillant d'un premier-lieutenant.

Techniquement les nouveaux chefs de section ou de groupe ont toujours raison. Ils savent ce qui est enseigné dans les écoles mieux que quiconque. Ils sont à jour. Pour le reste, ils écoutent religieusement et avec l'humilité qui sied à un officier ce que leur transmettent leurs anciens.

Für alle Truppenkörper - und nicht nur für die Panzergrenadiere - ist die Beherrschung der persönlichen Waffe unabdingbar. Jeder Waffenträger, auch im rückwärtigen Bereich, muss regelmässig in den Manipulationen und im Schiessen ausgebildet, gedrillt und inspiert werden.

Diese Ausbildungsergebnisse sind dem G7 der Brigade zu melden.

Was die Ausbildung angeht: Seien Sie ehrgeizig und anspruchsvoll. Die Ausbildung des Soldaten und des Verbandes ist niemals abgeschlossen. Vermeiden Sie Leerläufe. Ihre Soldaten können und wollen oft mehr, als Sie ihnen zutrauen.

Les Principes

Dans le cadre de l'instruction des C trp en général et des bat méc en particulier, j'exige que soit appliqués les principes suivants:

- Premièrement. On articule les sct ou les cp entraînés avec de effectifs les plus proches de l'OCTF. Je ne veux pas voir d'exercices de section avec 2 chars dans une section de LEO, respectivement des cp chars à 1 sections ou encore des groupes de grenadiers aux effectifs croupons débarquant de leur char. Pour ce faire, il faut qu'en aval de chaque journée d'instruction, une réflexion d'ensemble soit menée lors du rapport de compagnie entre les cdt U, le sqtm U et les chef sct. Cela permettra aussi que les OB annoncés au cdmt du CIC W correspondent de temps à autre à la réalité.
- Deuxièmement, l'échelon bataillonnaire apprécie après l'entrée en service et en regard des personnels réellement disponibles, la faisabilité des exercices des compagnies qu'il a planifiés. Il ne sert à rien de faire des exercices avec des pseudo compagnies.

Venons-en au chapitre de la sécurité. A tous les échelons, la sécurité est et demeure une priorité!

Ce souci légitime ne doit pas castrer votre ambition, vos exigences, il doit vous guider dans vos appréciations.

La brigade n'a pas connu d'accidents graves ces dernières années. Ni dans le domaine de la circulation et des transports où l'on est passé tout de même très proche du drame au moins une fois en 2015 au sein du bat méc 18, ni dans le cadre de l'instruction et des tirs de combat.

C'est un signe positif de discipline. On a

même vu lors du dernier SIF du bat méc 17, un cdt cp sauver la vie de l'un de ses hommes, en réagissant immédiatement lors d'une intoxication alimentaire.

Le cdt cp gren chars 17/4, le cap Miserez a été félicité pour son acte.

Toujours dans le registre de la sécurité, je suis admiratif de la plus-value qu'amène au réalisme de notre instruction les systèmes de simulation en général et les infrastructures du centre d'instruction au combat de Bure en particulier.

Toutefois, je m'étonne que la troupe et les cadres acceptent dans ce genre de circonstances, de violer sans réaction aucune, toutes les prescriptions de sécurité que l'on s'évertue pourtant à instruire et appliquer lors de tirs de combat. N'entend-on pas en permanence le refrain «Entraîne-toi comme tu combats»?

Les bat méc en feront un leitmotiv cette année à Bure, j'en suis convaincu.

Avant de conclure, il me tient à cœur d'évoquer encore trois points essentiels.

Personnel

Selon un proverbe africain «Le chef a besoin des hommes, mais les hommes ont besoin d'un chef».

Der erste Punkt betrifft den Kadernachwuchs. Ich werde dazu am Anfang des WKs einen Rapport mit jedem Kommandanten der Truppenkörper durchführen. Bevor der WK selbst beginnt, wird er im Detail wissen, welche Stellen er in seinen Einheiten und seinem Stab besetzen muss und innert welcher Zeit. Ich werde persönlich, genau wie er, Gespräche über die Weiterausbildung mit den betroffenen Kadern führen. Es betrifft jeden zweiten Leutnant. Aber auch die Uof, die höheren Uof und gute Soldaten sind von der Weiterausbildung nicht ausgenommen. Obwohl es in der Regel genügend Anwärter auf Kommandanten-Posten hat, habe ich einen Mangel an Stabsoffizieren festgestellt. Ich ermuntere daher die Kommandanten, mögliche Kandidaten ab dem ersten Wiederholungskurs mit den vielfältigen Tätigkeiten des Stabes vertraut zu machen.

La brigade souffre d'être une brigade mécanisée bilingue. Elle souffre de son statut de brigade francophone et cela est inacceptable.

Nous recevons en particulier trop peu de conducteurs de chars romands, trop peu de jeunes chefs de section chars romands.

Pour illustrer mon propos, au bat méc 18: 3 of chars dans l'ensemble du bat...

Dans une moindre mesure, nous recevons trop peu de chefs de section explorateurs, chass chars, sapeurs de chars, grenadiers de chars et artilleurs.

Pour avoir été longtemps actifs dans des écoles de recrues bilingues je sais que les recrues romandes ne sont ni moins bonnes, ni moins motivées que leurs camarades alémaniques.

Je prie donc les instances concernées de les recruter, mais surtout de les instruire. Même si c'est casse-pied pour le chef de classe alémanique, pas toujours très à l'aise dans la langue de Molière, de n'avoir que 2-3 romands dans une classe de sous-officiers ou d'officiers.

Si cela ne se fait pas, il nous manquera en bout de chaîne des cdt U et des officiers d'état-major dans nos bataillons et groupe, comme c'est déjà le cas actuellement.

Très concrètement au sein de la brigade, j'attends de chaque commandant de bataillon et de groupe qu'il me propose au minimum 1, idéalement 2 candidats commandants d'unité par service.

En ce qui concerne les officiers d'état-major, il est difficile pour un jeune chef de section de s'imaginer ce que fait un état-major.

Il faut donc intégrer les candidats dans les activités de vos états-majors et leur montrer les tâches passionnantes et exigeantes qui sont les vôtres.

J'attends que chaque commandant de corps de troupe me propose à la fin de son service annuel au minimum l'équivalent du 1/4 de son EM, en marquant un effort dans le recrutement des S1 et des S6.

Depuis 2015, les états-majors de corps de troupe comptent 3 adjudants d'état-major 1 dans le domaine du personnel, 1 dans le domaine du renseignement et 1 dans le domaine de la logistique. L'expérience démontre que l'appui des cellules par ces adjudants d'état-major est un véritable succès. Ces places où elles ont encore vacantes, doivent être pourvues au plus vite, avis aux candidats, qu'ils soient fourrier ou sergent-major chef du reste.

Logistique

Deuxièmement, je tiens à vous faire part de mon souci permanent concernant les biens logistiques qui nous sont confiés.

Suite en page 16 ➔



Le lt-col Jürg Schöttli et le div Jean-Paul Theler.



Le col Christian Rey et le lt-col EMG Xavier Rey.

➔ Suite de la page 15



Que nous vivions dans une société de consommation, cela ne m'a pas échappé. Nos hommes ont pris l'habitude de payer ce qu'il perde ou endommage. Les unités ont pris l'habitude de payer ce qu'elles égarent ou endommagent.

Eh bien non, ce n'est pas comme ça que cela doit se passer au sein de l'armée. C'est une question d'éducation de la troupe et de nos subordonnés.

Ce n'est pas facile, je le sais. Mais je reste persuadé que ce qui distingue le chef, c'est sa capacité à imposer sa propre volonté aux autres, sans compromis, sans relâchement. Cet effort, nous le devons aux corps de troupe qui recevront notre matériel et nos véhicules après nous. Nous le devons aux contribuables de ce pays qui mettent grâce à leurs impôts ces ressources à notre disposition. Nous leur en sommes redevables. *Ins selbe Kapitel gehört die WEMA am Ende des Wiederholungskurses. Die Rückgabe der Gebäude, des Materials und der Fahrzeuge ist ein kampftscheidender Akt, der gut vorbereitet und effizient durchgeführt werden muss. Wie übrigens irgendwelche militärische Operation.*

Auch die Offiziere müssen mitmachen. Wir kennen alle die schwierige logistische Situation unserer Armee. Man kann sich nun auf den Boden setzen und lange Litaneien nör-

geln, was niemandem etwas bringt, oder man kann in seinem Aufgabenbereich Verantwortung übernehmen.

Wir müssen 80% der Logistikgüter einsatzbereit abgeben können. Diesen Auftrag werden wir, wie jeden anderen auch, erfüllen. Für eine effiziente WEMA muss zu Beginn des Wiederholungskurses ein WEMA-Konzept erarbeitet werden, in das alle Dienstchefs einbezogen werden, und zwar unter der Führung der höheren Unteroffiziere und unter der Kontrolle des Einheitskommandanten oder seines Stellvertreters.

Die Ausarbeitung eines Konzepts bedeutet nicht, Briefumschläge an die Gruppenchefs zu verteilen. Ein Konzept bedeutet im Minimum einen räumlich-zeitlichen Ablauf aufzustellen über die Vorbereitung der WEMA und zwar in allen Bereichen. Darunter fallen die Vorbereitungsarbeiten des Einheitsfeldweibels sowie die Vorbereitungsarbeiten, die zum Aufgabenbereich des Fouriers gehören. Ich will dieses Konzept auf Packpapier in jedem KP angeschlagen sehen, und das ab Mitte der zweiten WK-Woche.

En avant!

Enfin, et brièvement, cela ne vous aura pas échappé, les services de troupe durent généralement dans notre armée 3 semaines et se terminent si tout va bien le vendredi de cette 3^e semaine. C'est pourquoi, je ne donnerai l'autorisation de licencier des unités ou l'EM de C trp qu'une fois que celles-ci ou ceux-ci se seront acquittés de la totalité de leurs délais administratifs.

Du reste, je vous rappelle que la date donnée pour l'exécution d'un délai est la date à laquelle ce dernier doit être au plus tard réglé.

Prenons l'exemple des demandes de dispense pour le rapport de brigade dont le délai était le 15 janvier. Le 15 janvier, n'est pas la date à laquelle, il faut commencer à réfléchir à quelle excuse on pourrait trouver pour ne pas venir au rapport de brigade. Non, le 15 janvier c'est le dernier délai auquel le cdt br accorde des dispenses, sauf cas tout à fait exceptionnel ou de forces majeures.

Non en matière de délai, il est tout à fait envisageable et même recommandé d'en devancer l'exécution.

Kader der ersten mechanisierten Brigade, ich kann Ihnen versichern: Ich brenne darauf, Sie und Ihre Unterstellten persönlich kennenzulernen. Ich freue mich darauf, mich mit Ihnen zu unterhalten, Sie zu schulen, zu beraten, zu unterstützen, zu besuchen, zu inspizieren; kurz gesagt, vollumfänglich Ihr Kommandant zu werden.

Ich verlange viel von Ihnen. Aber ich werde Ihnen beistehen und ich bin auch für Sie da. Officiers et sous-officiers supérieurs, l'année 2018 me donnera l'occasion de vous rencontrer, de vous connaître mieux encore, de vous conduire.

J'ai confiance en vous.

EN AVANT et SEMPER FIDELIS !

Br Mathias Tüscher,
cdt br méc 1

fidexaudit

VOTRE PARTENAIRE
COMPTABLE DE VOTRE RÉUSSITE

Expertise comptable, Audit, Fiscalité,
Conseil d'entreprise, Ressources humaines,
Conseil juridique,
Conseil en matière de succession



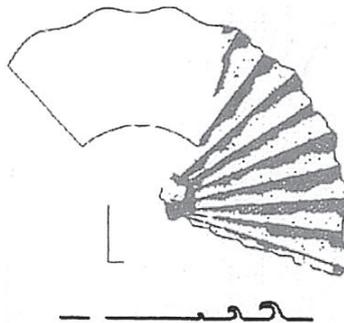
fidexaudit sa
chemin de mornex 2
case postale 598
CH - 1001 lausanne

tél. +41 21 331 02 02
fax +41 21 311 55 85
info@fidexaudit.ch
www.fidexaudit.ch

FIDUCIAIRE | SUISSE CHAMBRE FIDUCIAIRE

Membre indépendant de
EuraAuditInternational

1400 YVERDON-LES-BAINS
Tél. 024 425 35 13
Fax 024 426 40 50



Ouvert toute l'année

Restaurant
de la
PLAGE

Surveillance - Protection - Enquêtes

PYTHON

Un nouveau regard sur la sécurité

Contact Tél. +41 22 749 19 00

www.python-securite.ch

Stratégie - Expertise - Coaching

Guy Parmelin aux Planchettes (NE)

Un solide plaidoyer pour une armée crédible

Il y avait foule pour le 170^e anniversaire de la République neuchâteloise célébré dans le pavillon des fêtes des Planchettes (un souvenir de l'Expo 64 à Lausanne!), petite commune des Montagnes proche de La Chaux-de-Fonds. Plus d'une centaine de personnes avaient répondu à l'invitation de l'UDC neuchâteloise pour entendre le conseiller fédéral Guy Parmelin, à la veille du 1^{er} mars, jour anniversaire de la Révolution de 1848.



Non sans humour et en préambule, le ministre de la Défense, de la protection de la population et des sports a rappelé qu'un conseiller fédéral ne fait plus de politique active ni partisane, mais qu'il était autorisé à faire passer des encouragements!

Son département compte quelque 12 000 collaborateurs, dont les 95% sont engagés essentiellement à la sécurité et à la protection de la population, ce qui n'est pas aussi facile à faire admettre. La tâche primordiale consiste donc à être à la hauteur des besoins, qui est fonction de l'actualité pour cette même population.

Aujourd'hui, les cyber-menaces sont bel et bien réelles, mais elles ne sont pas les seules. Certes 93% de la population suisse se sent en parfaite sécurité, selon un sondage de l'Ecole polytechnique fédérale de Zurich (EPFZ), un sentiment qui n'est assurément pas usurpé. Mais la sécurité est un élément précaire nécessitant une adaptation constante de nos équipements. Les villes et les cantons sont également concernés pour assurer une sécurité collective et individuelle.

Depuis deux ans, de nombreux projets ont été lancés et des moyens logistiques ont été développés. Les temps ont changé, l'ennemi n'est plus systématiquement rouge, mais multicolore. Pour circonscrire les menaces, la défense doit être diversifiée, mondialisée et interdépendante. Il faut évaluer les risques, intérieurs et extérieurs, débloquer les crédits adéquats et engager les moyens de formation.

Avion de combat

Pour assurer une défense crédible, le rôle d'un avion de combat se trouve au cœur du dispositif. Parmi les qualités opératives

requises d'un tel appareil, figure une foule d'éléments connexes: l'interopérabilité avec les forces terrestres, les caractéristiques techniques et informatiques, l'aspect industriel, les conséquences financières sur les systèmes de défense terrestre. Le choix d'un avion de combat est également un long processus démocratique, avec les étapes parlementaires, un vote populaire éventuel, et en fin de compte une démarche d'information et de communication.

On sait que les milieux opposés à un tel armement joueront la montre, car le crédit sera substantiel. La planification du renouvellement de la défense aérienne n'est pas une sinécure, car son coût s'élève à sept ou à huit milliards de francs. Pourtant, une telle arme demeure indispensable, car ni l'artillerie ni les drones ne sont suffisants pour remplir une mission de défense du territoire. Sans aviation, notre armée ne serait pas crédible, mais son existence même serait au contraire compromise. Nous ne pouvons donc nous priver d'un tel moyen de défense et nous devons mettre en garde contre l'idéalisme de certaines formations politiques.

L'obsolescence programmée de notre aviation n'est pas une option et le toit de la Suisse ne doit pas rester sans surveillance. Nos voisins ne le toléreraient pas et s'ils devaient assurer cette tâche, ils nous en feraient payer le prix politique. Il ne faut pas non plus croire qu'il n'y a plus de guerres classiques et que la dissuasion nucléaire est suffisante au maintien de la paix, comme le montrent les conflits actuels dans le Proche-Orient.

Pour assurer la sécurité intérieure d'un pays, d'autres éléments jouent un rôle

déterminant: l'éducation, la formation, le système social et économique sans lesquels il n'y a pas d'environnement stable ni d'indépendance. En conséquence, il n'y a pas de liberté sans sécurité.

Action civiles

Par ailleurs, il faut rappeler que les missions de l'armée ne sont pas seulement militaires, mais qu'elle multiplie aussi ses actions sur le plan civil. On se rappelle que l'armée est intervenue dans les Grisons et au Tessin en 2017, pour de graves glissements de terrain ou des incendies, car elle est la seule à disposer des moyens nécessaires pour enrayer de telles catastrophes.

Mais outre les débordements de la nature, les menaces sont en constante évolution et ne cessent de se diversifier. Elles ont pour nom terrorisme, attaques hostiles dans le cyberspace. Il faut donc faire preuve d'anticipation, de compétence et de réalisme pour défendre nos intérêts. De plus, la situation internationale de plus en plus versatile et une géostratégie ambivalente entraînent de nouvelles menaces sur notre sécurité. On ne doit pas se laisser surprendre, mais trouver des solutions souples et adaptées.

Les cyber-menaces sont naturellement inquiétantes, avec des cyber-attaques spectaculaires et foudroyantes, mais il ne faut pas croire qu'elles soient les seules dans notre monde instable: les multiples menaces s'additionnent. Ainsi les ordinateurs ne remplaceront pas les fusils, mais il y a complémentarité entre les divers moyens de défense. C'est ainsi que la nécessité des forces aériennes a été démontrée par des analyses fouillées,

Coût important

Le conseiller fédéral Guy Parmelin est conscient qu'une défense crédible a un coût important et que la Suisse évolue dans un contexte financier plutôt aride. Pourtant, le budget de la défense nationale est relativement limité avec un montant de 4,9 milliards de francs, ce qui représente 6,8% du budget total de la Confédération. A titre de comparaison, on citera les dotations de quelques autres départements: agriculture, 3,5 milliards (5%); formation et recherche, 7,7 milliards (10,7%); trafic, 10,1 milliards (14%); prévoyance sociale, 23,8 milliards (33,1%). Si le parlement exige toujours plus d'économies dans l'administration, il s'agira de mieux utiliser et d'optimiser les moyens financiers disponibles.

En conclusion à son solide plaidoyer pour une défense nationale crédible et efficace, le conseiller fédéral Guy Parmelin a résumé les clés du succès de la Suisse: solidité juridique, économique, financière et politique. Selon une formule consacrée, «les choses roulent» et le pays bénéficie d'une incontestable qualité de vie grâce à la sécurité. On ne doit pas restreindre la liberté, préalable indispensable à la démocratie et à la justice. La Suisse jouit d'une longue histoire qui lui a garanti sa stabilité. A nous de prendre nos responsabilités communes pour assurer notre sécurité.

Blaise Nussbaum

Valais: affaires militaires

Nouveau chef de l'office cantonal

Le lieutenant-colonel Serge Bruttin, ancien Cdt des arrondissements militaires du canton du Valais a pris sa retraite avec effet au 31 janvier 2018 après 40 années auprès de l'administration militaire cantonale. C'est le lieutenant-colonel Pascal Zen-Ruffinen qui a été nommé en qualité de chef de l'office cantonal des affaires militaires et commandant des arrondissements Militaires 6 et 10 auprès du Service de sécurité civile et militaire (SSCM). Le Lt-col Zen-Ruffinen titulaire d'une licence en droit de l'Université de Neuchâtel est âgé de 55 ans. Il est entré fonction le 1er mars dernier. Il était chef du bureau chargé des contrôles de sécurité/juriste-profileur de risques auprès du centre de recrutement de Lausanne.

Officiers du Valais romand

Nouveau président

La société des officiers du Valais romand a nommé le major Roger Haupt, président de la SOVR en remplacement du capitaine Sébastien Rhoner qui a remis son mandat après les trois années statutaires. «Ces trois années ont été enrichissantes. Je ressors encore plus convaincu qu'avant de l'importance du système de milice pour notre pays. Sans milice rien ne peut tourner: pas seulement l'armée, mais aussi les sociétés locales ou la politique», a-t-il précisé. Le Major Roger Haupt est Senior Strategic Account Manager au sein de l'entreprise RUAG. Marié et père de trois enfants, il habite Savièse. Le chef de l'armée le Cdt de corps Philippe Rebord était présent et le commandant de la sécurité militaire, le brigadier Hans Schatzmann, a présenté un exposé fort intéressant.

Cyberattaques

Du renfort

100 soldats c'est le nombre de militaires professionnels qui seront chargés de protéger l'armée contre les cyberattaques. L'effectif pourrait atteindre 150 hommes. Il sera renforcé par 400 à 600 militaires de milice a décidé le Conseil des Etats le mardi 6 mars 2018.

L'ancien chef de l'armée

Il volera

Durant l'année 2018, le CHPM offre, le jeudi soir, des cours d'histoire militaire à ses membres. Ceux-ci sont donnés par le brigadier Michel Chabloz, ancien directeur scientifique et ancien président du CHPM. Afin d'en faciliter l'organisation, il est recommandé d'annoncer sa participation. Lieu: Pavillon Ouest du Centre Général Guisan, 1009 Pully. (Av. du Général Guisan 117-119) 18h30 - 20h30 (entrée libre) www.militariahelvetica.ch chpm-pully@bluewin.ch - tél. 021 729 46 44

Service militaire

Hausse du taux d'aptitude

En 2017, 36 538 conscrits ont été évalués dans les centres de recrutement de l'Armée suisse. Parmi ceux-ci, 24 982 ont été déclarés aptes au service militaire et 3803 aptes au service dans la protection civile. Le taux d'aptitude est de 78,8%, ce qui correspond environ au résultat de l'année précédente (78,4%).

En 2017, 38 162 conscrits ont été évalués dans les six centres de recrutement. Sur ce total, 36 538 (100%) ont reçu une décision définitive. 24 982 (68,4%) ont été jugés aptes au service militaire, tandis que 3803 (10,4%) étaient aptes au service dans la protection civile et 7753 (21,2%) ont été déclarés médicalement inaptes. L'appréciation des 1624 conscrits restants a été reportée à une date ultérieure pour diverses raisons. Par rapport à l'année 2016, le nombre de conscrits aptes au service militaire s'est accru de 2,1%, tandis que le nombre de conscrits aptes à servir dans la protection civile baissait de 1,7%. Les taux d'aptitude au service militaire varient d'un canton à l'autre. Ils se situent entre 83,3 et 55,8%. En 2017, 3849 conscrits ont été recrutés comme militaires en service long, ce qui veut dire qu'ils accomplissent la totalité de leur service obligatoire d'une traite. La même année, 406 femmes se sont présentées volontairement au recrutement. Parmi

celles-ci, 341 ont reçu une décision définitive: 280 ont été déclarées aptes au service militaire, 16 aptes au service dans la protection civile tandis que 45 étaient déclarées inaptes pour raisons médicales.

En 2017, tous les conscrits ont subi le contrôle de sécurité relatif aux personnes. Quelque 368 déclarations de risque ont été prononcées, soit exactement autant que l'année précédente. En réalisant un tel contrôle lors du recrutement, l'armée veut éviter que des personnes qui présenteraient un risque potentiel pour elles-mêmes ou pour leur entourage se voient remettre une arme militaire.

L'inaptitude médicale peut avoir des causes physiques, psychiques ou mixtes. Pour les causes physiques, il s'agit en premier lieu de problèmes liés à l'appareil locomoteur. Dans le domaine psychique, les causes fréquentes de non-recrutement sont avant tout liées à la résistance psychique, à des angoisses ou à la consommation de drogues.

SSA-Service social de l'armée

Des contributions pour 1,13 million de francs

L'an dernier, le Service social de l'armée (SSA) a versé au total 1,13 million de francs de contributions aux militaires dans les écoles de recrues et les cours de répétition ainsi qu'aux patients militaires et à leurs survivants. Selon les chiffres du rapport annuel 2017 du SSA, ce montant représente une diminution de 610 000 francs par rapport à l'année précédente.

Les dépenses du Service social de l'armée ont nettement diminué en 2017. Le montant total des contributions allouées a atteint 1,13 millions de francs, soit 610 000 francs de moins que l'année précédente. Cette diminution est due à l'abandon de la troisième ER et en particulier à la baisse du nombre de recrues entrées en service.

Outre les nombreux renseignements fournis, les quatre assistants sociaux permanents du SSA ont traité 1100 dossiers (1800 en 2016). Pour cela, ils ont été appuyés par 21 conseillers sociaux de la milice. Une aide matérielle a été accordée dans 523 cas (813 en 2016). Dans les 577 cas restants (987 en 2016), l'appui et les conseils fournis ont été suffisants. Une aide financière de 827 000 francs a été versée à des militaires dans les écoles de recrues et les cours de répétition. Les fonds proviennent de dons alloués par des fondations (intérêts sur le capital des fondations).

L'an dernier, le numéro de téléphone du Service social de l'armée (0800 855 844) a enregistré 3800 appels téléphoniques (3600 en 2016).

Le SSA aide:

- les militaires, les membres du Service de la Croix-Rouge et de la protection civile qui, du fait de leurs obligations militaires soldées telles que l'école de recrues et les cours de répétition, sont en butte à des difficultés d'ordre personnel, professionnel ou familial;
- les personnes engagées dans le cadre d'un service de promotion de la paix et celles engagées pour un service d'appui à l'étranger qui sont dans le besoin de ce fait;
- les patients militaires qui rencontrent des difficultés à cause d'un accident ou d'une maladie survenus au service (en complément des prestations de l'assurance militaire);
- les survivants de patients militaires.

Officiers et sous-officiers supérieurs vaudois Les anciens soutiennent les nouveaux

A l'occasion d'une rencontre, des membres d'une «garde descendante» côtoyaient des successeurs. Ces derniers étaient tout frais émoulus de leurs écoles d'officiers. Les uns achevaient leurs obligations; les autres reprenaient le flambeau.



Le br Laurent Michaud, le br Denis Froidevaux, le 1er vice-pdt du Grand-Conseil Rémy Jaquier, la Conseillère d'Etat E Béatrice Métraux. Le col Theo Bopp et le lt Audrey Del Pedro.

Jeudi 7 décembre 2017, à Morges, le major Louis-Daniel Jaccoud faisait aligner, en position de garde-à-vous, ces deux catégories de militaires. Également présents, plusieurs hauts gradés de l'armée se plaisaient à observer une continuité.

Des adaptations

Le chef du service et chef de l'Etat-major cantonal de conduite, le brigadier Denis Froidevaux organisait la cérémonie. Signalons encore la venue d'autres officiers généraux et supérieurs: le divisionnaire Claude Meier; les brigadiers Laurent Michaud, Germaine Seewer, Mathias Tüscher; le colonel (et futur brigadier) Yves Charrière; le colonel Marc Schöni.

Au nombre des personnalités civiles, mentionnons la conseillère d'Etat Béatrice Métraux, et le premier vice-président du Grand Conseil, Rémy Jaquier.

Lors de son discours, le brigadier Laurent Michaud évoquait le concept DEVA (développement de l'armée). Selon l'orateur, un tel processus devrait permettre les adaptations urgentes dont l'institution militaire a besoin. Sur les rangs, en tenue de sortie ou camouflée, les hommes et les femmes écoutaient des arguments spécifiques. Notamment, les interlocuteurs parlaient de «l'ancrage de l'armée dans la société», et de «la réserve stratégique que constitue la milice».

Parmi les officiers et les sous-officiers supérieurs récemment libérés, certains arbo-

raient des badges caractéristiques. Le premier-lieutenant Etienne Bigler a servi dans le cadre de la Base aérienne 11; le sergent-major chef Vincent Kühler est issu d'un Groupe d'artillerie.

Des chefs ont assumé des responsabilités particulières. Le colonel Christophe Gilliéron a travaillé en qualité de commandant remplaçant (pour l'ancienne Brigade d'infanterie de montagne 10, dissoute au 31 décembre 2017); affecté aux troupes de sauvetage, le colonel Markus Feldmann est d'autre part un officier de carrière; le colonel Theo Bopp a fonctionné en tant que président du Tribunal militaire de cassation.

Les cadres que nous avons rencontrés appartenaient à différentes catégories socio-professionnelles. Le major Gregory de Pra mène des activités financières, et s'occupe de ressources humaines; le sergent-major chef Jürg Remmele exerce la profession d'ébéniste.

Au sein de la «garde montante», on pouvait constater que les jeunes gens en question acquéraient des solides formations. Le lieutenant Audrey Del Pedro étudie le management à l'Université; titulaire d'un «Master of Arts en pédagogie musicale», le premier-lieutenant Nils Perrot poursuit sa carrière civile et militaire (au cours de la soirée du 7 décembre, le premier-lieutenant Perrot dirigeait la fanfare).

Pendant l'apéritif dînatoire, les aînés encourageaient leurs cadets. Sans doute, chacun



Le plt Etienne Bigler et le sgtm chef Jürg Remmele.



A gauche, la Conseillère d'Etat Béatrice Métraux félicite un adjudant sous-officier et à droite, en compagnie du col Marc Schöni.



Le col Markus Feldmann, le sgtm chef Vincent Kühler, le maj Gregory de Pra.



Le col Yves Charrière, le col Christophe Gilliéron et le plt Nils Perrot.

était prêt à corroborer ce propos émis par Mme Delphine Allemann, porte-parole: «L'armée suisse est la seule institution du pays qui offre à un jeune de 20 ans la possibilité d'acquérir les compétences nécessaires, pour conduire 20 à 40 personnes, 24 heures sur 24, pendant plusieurs mois. Les expériences qu'une jeune personne peut accumuler au cours de cette période sont incontestablement profitables, également dans la vie civile et professionnelle».

Ce foisonnement d'activités diverses n'empêche pas les citoyens-soldats de se retrouver unis au sein de l'armée de milice. «Celle-ci constitue», entendait-on lors de la manifestation du 7 décembre à Morges, «un véritable ciment social». P.R.

Association de la revue «Notre armée de milice»

Case postale 798 - 1401 Yverdon-les-Bains - Tél. + Fax 024 426 09 39 - Courriel: info@revue-nam.ch

Président: lt-colonel Paul-Arthur Treyvaud
Vice-président: adj sof Georges Bulloz
Secrétaire: cap Daniëlle Nicod
Caissier: four Jacques Levailant
Administrateur: adj sof Jean-Hugues Schulé

Membres: François Jeanneret, ancien conseiller national; sgt Eric Rapin; adj sof Germain Beucler; sgt Pierre Messeiller et Blaise Nussbaum.

Commission de rédaction: sgt Francesco Di Franco.

Correspondant à Berne: José Bessard
Correspondant au Tessin: Franco Bianchi

Iran

Renforcements militaires

L'Iran s'est déclaré déterminé à renforcer ses capacités militaires et balistiques dans un contexte de tensions croissantes avec les Etats-Unis. «Que vous le vouliez ou pas, nous allons renforcer nos capacités militaires, nécessaires en matière de dissuasion, a annoncé le président Hassan Rohani vendredi 22 septembre 2017 lors d'un défilé militaire à Téhéran. Non seulement nous allons développer nos missiles mais aussi nos forces aériennes, terrestres et maritimes. Pour défendre notre patrie, nous ne demanderons la permission à personne.»

Corée du Sud

Gros achats en armement

La Corée du Sud va acheter aux Etats-Unis des armements pour «des milliards de dollars» a indiqué le 7 novembre 2017 le président américain Donald Trump. Ces armes doivent permettre à Séoul de faire face aux menaces de la Corée du Nord dotée de l'arme nucléaire. Allié stratégique des Etats-Unis, la Corée du Sud accueille sur son sol 28 500 soldats américains. Elle va acquérir un important nombre d'armements américains, «que ce soit des avions, que ce soit des missiles, peu importe de quoi il s'agit», a déclaré D.Trump à l'issue d'un sommet avec le président sud-coréen, Moon Jae-In, à Séoul.

Vente d'armes

Encadrement inchangé

Les exportations d'armes ne nécessitent pas un meilleur encadrement. Le National a rejeté le 15 décembre 2017 trois pétitions qui voulaient durcir les conditions d'exportation de matériel de guerre. Le premier texte demandait que l'ordonnance ad hoc ne soit pas assouplie. Il avait été déposé en réaction à une motion qui a conduit le parlement à adapter le régime des autorisations pratiqué pour les exportations d'armes.

OTAN

Nouveau mandat

Les pays membres de l'OTAN ont décidé le 12 décembre 2017 de renouveler jusqu'en 2020 le mandat du secrétaire général, Jens Stoltenberg, en l'assurant de leur «pleine confiance» sur fond de tensions avec la Russie de Vladimir Poutine.

Sondage

Le personnel de l'armée est le plus mécontent

Un sondage montre que le département de la Défense récolte le plus de critiques. En cause: la rigidité des modèles de travail.

L'armée a un besoin urgent de personnel, comme dans le domaine de la cybercriminalité. Pourtant elle a de la peine à recruter. Et ce désintéret des demandeurs d'emploi serait dû en partie à la difficulté d'y concilier vie privée et vie professionnelle. C'est ce qui ressort du dernier sondage de satisfaction mené auprès du personnel de la Confédération, raconte le *Blick* du 3 avril 2018.

Selon cette enquête à laquelle ont participé 68% des 34'000 fonctionnaires fédéraux, le Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports (DDPS) est celui qui récolte les notes les plus basses pour tout ce qui est compatibilité de la vie familiale et professionnelle. Seul le département des Affaires étrangères (DFAE) est presque aussi mal jugé. Dans le reste de l'administration, les notes sont comparables au secteur privé.

Travail flexible exigé

Au sein de la Défense, ce sont surtout l'armée de terre, l'armée de l'air et l'état-major qui sont mal cotés. Le DDPS reconnaît le problème, souligne le *Blick*. «Ces mauvaises notes reflètent le désir du personnel militaire professionnel d'avoir une plus grande flexibilité dans les modèles de travail», a indiqué Renato Kalbermatten, porte-parole

du DDPS. En clair: les fonctionnaires souhaiteraient davantage travailler à temps partiel, voire faire du télétravail ou même du jobsharing (partage de poste).

Hic: les possibilités de répondre aux attentes des collaborateurs seraient plus limitées dans le secteur militaire, en raison des tâches à accomplir. En effet, les postes existants exigeraient de gros temps de présence sur place, de l'interchangabilité du personnel et de grandes disponibilités pour les tâches de formation durant les écoles de recrues, explique le porte-parole.

Note encore plus basses qu'il y a 3 ans

Pour Matthias Humbel, à la tête de la branche Administration publique du syndicat transair, la Grande Muette n'a aucune excuse puisque les notes de l'armée sont encore plus basses qu'il y a 3 ans, et ce pour les mêmes raisons. «Il faut s'attaquer à ce problème - pour l'avenir de l'armée», estime-t-il.

Selon le responsable, ce sont surtout les officiers professionnels et les sous-officiers qui sont mécontents. Et ce en raison de la volonté du Conseil fédéral de relever l'âge de la retraite de 60 à 65 ans pour les militaires. Ils craindraient que la grande flexibilité que l'on exige d'eux ne soit pas récompensée.

20 Minutes - cht



Armée suisse
Centre d'instruction au combat Ouest



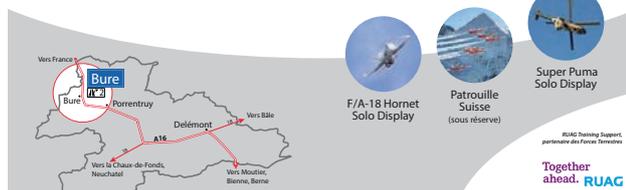
Samedi, 16 Juin 2018

08⁰⁰ - 16⁰⁰



50 ans
Place d'armes
de Bure

- Visite du centre d'instruction et des nouvelles casernes
- Tour en char gren 2000
- Expositions et présentations diverses
- Restaurations et boissons
- Démonstrations de combat de chars
- Démonstrations d'infanterie
- Démonstrations groupe d'intervention police jurassienne



CHPM - Pully

Cours d'histoire militaire

Durant l'année 2018, le CHPM a le plaisir d'offrir des cours d'histoire militaire à ses membres. Ceux-ci ont lieu le jeudi soir et sont donnés par le brigadier Michel Chabloz, ancien directeur scientifique et ancien président du CHPM. Afin d'en faciliter l'organisation, il est vivement recommandé d'annoncer sa participation. Lieu: Pavillon Ouest du Centre Général Guisan, 1009 Pully. (Avenue du Général Guisan 117-119) 18h30 - 20h30 (entrée libre)

www.militariahelvetica.ch
chpm-pully@bluewin.ch -
tél. 021.729 46 44

Bourg-en-Lavaux, fête de la Sainte-Barbe

Avec un commandant rempli.

A l'occasion de leur traditionnelle rencontre annuelle, les artilleurs avaient sollicité le colonel EMG Alexandre Vautravers. Depuis peu, cet officier supérieur assume des responsabilités nouvelles. Devant son auditoire, il évoquait la modernisation du matériel militaire et quelques technologies de pointe.



Le col EMG Alexandre Vautravers.



Le maj Philippe Stoudmann et le plt Stéphane Jayet.



Les membres honoraires vétérans, MM. Georges Palaz et Jean-Claude Lambelet.

Dimanche 10 décembre 2017, les membres de la Société d'artillerie de Lausanne organisaient la fête de la Sainte-Barbe. Pour cette circonstance, les conviés se rendaient à quelque distance de la capitale, dans une salle de Bourg-en-Lavaux (le local en question est situé sur le territoire de l'ancienne commune de Grandvaux). Le temps très neigeux n'avait pas empêché les retrouvailles.

KAWEST et TASYS

Le 1^{er} janvier 2018, Alexandre Vautravers était promu colonel EMG; maintenant, ce gradé est le commandant remplaçant de la Brigade mécanisée 1. A Bourg-en-Lavaux, Alexandre Vautravers répondait à l'invitation du premier-lieutenant Stéphane Jayet; le dernier nommé préside la Société d'artillerie de Lausanne. En accomplissant son service, Stéphane Jayet a commandé la «Batterie d'obusiers blindée II/1»; celle-ci fait partie du Groupe d'artillerie 1 (une des sept entités de la Br méc 1).

Au sein du Gr art 1, les militaires arborent un badge caractéristique: l'insigne de l'artillerie et la représentation d'un char de type «M 109» accompagnent la devise «Plus fort, plus vite, plus loin». Corroborant ce propos illustré, le colonel EMG Vautravers relatait le programme de remise à niveau et de modernisation des obusiers «M 109». Le travail projeté est dénommé «KAWEST» (Kampfwerts-teigerung); les spécialistes envisagent «une série de modifications sur le "M 109 A5" de l'armée suisse: canon suisse L47 de 155 mm à la place du M284 américain; six hommes d'équipage dont trois chargeurs au lieu des huit habituels; accroissement de la capacité d'emport de charge (40 obus); modernisation des systèmes informatiques de bord; amélio-

ration également du moteur et de la boîte de vitesses» (voir: encyclopédie «Wikipédia»). Le commandant remplaçant de la Br méc 1 parlait encore des nouveaux systèmes de transmissions. «Le programme TASYS est en cours, visant à développer un système multi-spectral (électro-optique, thermique et radar) jour/nuit et tout temps, résistant aux moyens de guerre électronique, au besoin aussi doté d'un désignateur laser. (...) La qualité des informations et la rapidité de leur transmission doivent être sensiblement améliorées. Il faut pour cela l'introduction de nouveaux capteurs (TASYS), de nouvelles radios, ainsi qu'un système d'information et de commandement efficace et mobile, à l'horizon de la prochaine décennie» (extraits d'un article rédigé par le colonel EMG Alexandre Vautravers, le lieutenant-colonel EMG Pierre Streit, le capitaine Olivia de Weck).

La cantinière

Alexandre Vautravers s'intéressait aux «armes de demain». De leur côté, au long des générations successives (la Société d'artillerie de Lausanne a été fondée en 1899), les membres ont connu les incessantes mutations et les diminutions d'effectifs de l'armée suisse. Cette situation affecte l'association dont nous parlons: 1745 adhérents étaient enregistrés en 1966, mais seulement 500 à la fin de l'année 2017. Pourtant, les traditions perdurent. Les artilleurs aiment se réclamer de Barbe, cette martyre légendaire devenue leur patronne et celle des sapeurs. En outre, le prénom Barbara (l'équivalent latin de Barbe) est souvent utilisé. Sur la place d'armes de Sion, une halle polyvalente a été appelée ainsi.



Mmes Jacqueline Curchod et Sarah Zeni; le sgtn Mirko Haari.



Le rédacteur de L'Artilleur, M. Marcel Däpp, L'adj sof Daniel Bocion et le syndic, M. Jean-Pierre Haenni.

Les membres de la Société d'artillerie de Lausanne ont assumé divers grades. Citons le major Philippe Stoudmann (à Bourg-en-Lavaux, il prononçait le toast à la patrie); l'adjudant sous-officier Daniel Bocion (vice-président); l'adjudant sous-officier Laurent Giauque (caissier); le sergent-major Mirko Haari (secrétaire); le fourrier Raphaël Goy (major de table). Nommons encore MM. Jean Claude Curchod (archiviste), Marcel Däpp (responsable du journal L'Artilleur), Guillaume Pache (porte-drapeau), Georges Palaz et Jean-Claude Lambelet (le 10 décembre 2017, tous deux recevaient un diplôme de «Membre honoraire vétérans»); Mmes Jacqueline Curchod et Sarah Zeni. Syndic de Bourg-en-Lavaux, M. Jean-Pierre Haenni apportait le message de l'autorité civile. L'ensemble «L'Écho du boulet» s'occupait de la fanfare.

Relevons enfin la présence d'une «cantinière». Lors d'une fête de la Sainte-Barbe, une jeune dame se tient debout, à côté de l'orateur; quand il a fini son discours, elle lui offre à boire dans une belle canne. A Bourg-en-Lavaux, le rôle était tenu par Mme Vanessa Gasser. Autrefois, les ancêtres rencontraient déjà des cantinières. Le rédacteur de l'encyclopédie «Wikipédia» donne cette description: «Pendant les guerres napoléoniennes, ces femmes fournissaient de la nourriture et des boissons aux troupes (généralement sans frais les jours de bataille), soignaient les blessés, reconfortaient les combattants». P.R.



La cantinière, Mme Vanessa Gasser et le fourrier Raphaël Goy.

Abonnement 2018: rappel à nos fidèles lecteurs

Le traditionnel bulletin de versement est tombé dans vos boîtes aux lettres et nous vous remercions de lui réserver bon accueil. Le prix minimal pour les parutions de 2018 est de 44 francs.

Pour poursuivre cette entreprise, nous avons besoin de l'appui de tous et nous vous remercions par avance de renouveler votre abonnement. Un grand merci aux milliers de lecteurs

qui ont déjà payé leur abonnement et qui, souvent, ont arrondi le montant proposé. Nous comptons sur chacun et vous remercions de votre fidélité.

Crédit d'engagement

Le Conseil fédéral approuve le message sur l'armée 2018

Lors de sa séance du 14 février 2018, le Conseil fédéral a approuvé le message sur l'armée 2018 à l'intention du Parlement. Concernant les crédits d'engagement d'un montant total d'environ deux milliards de francs, il fixe trois priorités: moderniser certains systèmes des Forces aériennes, compléter l'équipement de la troupe et développer l'infrastructure d'instruction. Le Conseil fédéral demande de plus la mise hors service de systèmes partiels ou complets qui ne sont plus nécessaires, dont environ la moitié de la flotte des avions de combat F5-Tiger.

Les crédits d'engagement demandés visent à habiliter le Conseil fédéral à effectuer des investissements dans l'armement et l'immobilier de l'armée. Les crédits, d'un montant de 2053 millions de francs, se répartissent comme suit: 848 millions pour le programme d'armement, 742 millions pour les crédits-cadres concernant le matériel d'armée et 463 millions pour le programme immobilier du DDPS. La mise hors service de systèmes d'armes demandée consiste à mettre hors service des systèmes partiels ou complets qui ne sont plus nécessaires.

Moderniser les systèmes des Forces aériennes

Dans le domaine de la conduite au sein des Forces aériennes, un maintien de la valeur des radars secondaires (114 millions de francs) et des radars primaires (16 millions de francs) est entre autres demandé pour le système de surveillance de l'espace aérien Florako. Il est prévu en même temps de remplacer l'infrastructure au sol de radio-communication aérienne (126 millions de francs). Les deux systèmes sont essentiels à la capacité d'intervention des Forces aériennes. Ensuite, la rénovation et l'amélioration de la protection d'une installation militaire (39 millions de francs) au profit des Forces aériennes et des transformations de la halle 4 sur la Base aérienne de Payerne (27 millions de francs) sont prévues.

En outre, le maintien de la valeur des hélicoptères de transport Cougar est nécessaire. Ceux-ci sont engagés pour les transports de matériel et de la troupe. Après le maintien de la valeur des Super Puma il y a quelques années, il faut maintenant moderniser les Cougar (168 millions de francs), en service depuis vingt ans. Ces travaux permettront de les utiliser au moins jusqu'en 2030.

Compléter l'équipement de la troupe

La deuxième priorité du message sur l'armée 2018 concerne l'objectif fixé dans le développement de l'armée (DEVA), à savoir doter la troupe d'un équipement complet, moderne et en quantité suffisante afin que l'armée soit en mesure de fournir ses prestations. L'acquisition demandée porte sur le



nouveau système d'habillement et d'équipement modulaire (377 millions de francs). Près de la moitié du montant demandé concerne la protection corporelle balistique (p. ex. gilets de protection). Il a été décidé de procéder plus tôt à l'acquisition du système d'habillement et d'équipement modulaire - qui devait à l'origine faire partie du message sur l'armée 2019 - étant donné que la protection individuelle des militaires est une priorité et que l'évaluation de ce système est déjà bien avancée.

Un crédit-cadre pour des acquisitions subséquentes est demandé pour compléter d'autres éléments de l'équipement existant de la troupe (100 millions de francs), par exemple pour les fusils d'assaut et les fusils de précision. Comme l'année précédente, deux crédits-cadres sont aussi soumis dans le message, l'un pour le besoin d'équipement et de renouvellement (420 millions de francs) et l'autre pour les munitions d'instruction et la gestion des munitions (172 millions de francs).

Développer l'infrastructure d'instruction

La troisième priorité du message sur l'armée 2018 concerne l'infrastructure d'instruction. Dans le cadre du concept de stationnement et de la mise en œuvre du DEVA, plusieurs sites seront fermés. Cette décision permet de stabiliser à moyen et à long terme les besoins financiers requis dans le domaine

immobilier. Sur les sites maintenus, l'objectif est de concentrer et d'optimiser l'utilisation. Le présent programme immobilier du DDPS prévoit de développer l'infrastructure d'instruction sur trois sites: agrandissement et transformations de la place d'armes de Drogens (40 millions de francs), développement de la place d'armes de Wangen a. A. (89 millions de francs) et développement de l'infrastructure d'instruction au Simplon (30 millions de francs).

Mettre hors service des systèmes qui ne sont plus nécessaires

Outre les acquisitions, le Conseil fédéral propose pour la première fois la mise hors service de systèmes d'armes principaux. La loi sur l'armée révisée l'oblige désormais à entreprendre cette démarche. Les coûts des mises hors service peuvent être en grande partie couverts par les recettes escomptées des liquidations. En outre, les charges d'exploitation annuelles diminueront de 5,5 millions de francs. Ces économies sont nécessaires pour libérer des moyens financiers pour les investissements.



Il est prévu de mettre hors service et de vendre les avions de combat F-5 Tiger dont l'armée n'a plus besoin. Les 26 appareils restants continueront d'être engagés pour décharger les F/A-18 de tâches annexes. Ils seront affectés principalement à l'entraînement (en servant de cibles), à la surveillance de la radioactivité ou à la Patrouille Suisse. L'allègement des tâches qui incombent aux F/A-18 est l'une des mesures qui permettent de prolonger la durée d'utilisation de ces derniers jusqu'en 2030.

Dans le cadre de la mise hors service de l'artillerie de forteresse, les canons de forteresse Bison et les lance-mines de forteresse 12 cm restants ainsi que les infrastructures associées doivent être soit vendus, soit vidés et fermés. L'artillerie de forteresse remonte en grande partie à la guerre froide. Si elle convenait pour répondre aux menaces de l'époque, elle a aujourd'hui perdu de sa valeur militaire, d'autant plus que la défense se base désormais sur des forces mobiles. Pour conclure, le Conseil fédéral demande aussi une mise hors service des obusiers blindés dont la valeur n'a pas été maintenue et des véhicules de transports à chenilles ainsi que des chasseurs de chars.

N a m
SUR INTERNET
www.revue-nam.ch

Formation d'application de la logistique

Une subordination nouvelle

Naguère liés aux Forces terrestres, les logisticiens sont maintenant affiliés au commandement de l'Instruction. A la tête de celui-ci, le commandant de corps Daniel Baumgartner suscite l'allant de ses cadres.



Le CC Daniel Baumgartner, le col EMG Daniel Jolliet, le col EMG Robert Zuber.



Le cap Damien Schoenenberger et le br Guy Vallat.

Vendredi 8 décembre 2017, dans une salle de la place d'armes de Drogens, le commandant de la FOAP log, le brigadier Guy Vallat accueillait ses hôtes (des commandants de formations de milice, des collaborateurs professionnels, et des invités civils).

Un engagement performant

Le brigadier Vallat parlait d'une évolution significative. «Au cours de l'année écoulée, afin de mettre en oeuvre le "Développement de l'armée", de nombreux travaux ont été effectués. Aujourd'hui, par le truchement des écoles de cadres, des réalisations concrètes sont observables».

Evoquant les générations successives, le commandant de corps Baumgartner mettait en évidence quelques comportements immuables. L'officier général citait le «Livre du soldat» (1959): «Pourquoi tant d'hommes qui s'alourdissent et bedonnent? Parce qu'ils ne savent plus marcher. La paresse, le goût du confort, l'automobile feront bientôt de notre peuple une masse de culs-de-jatte. Assis, les individus dépérissent, physiquement et moralement». Le chef de l'Instruction attend de ses subordonnés qu'ils se fassent reconnaître par une attitude adéquate. L'engagement performant, la discipline, l'ordre, la tenue, tels sont les éléments dont doivent se réclamer les citoyens-soldats.

A Berne, le colonel Jürg Liechti est le nouveau commandant des «Stages de formation pour sous-officiers supérieurs 49». Le prédécesseur, le colonel EMG Robert Zuber retourne dans le canton du Valais. Le 8 décembre, sur la place d'armes de Drogens, Mme Beata Liechti accompagnait son mari; le brigadier Vallat offrait à l'épouse une gerbe de fleurs. On rencontrait des représentants de plusieurs catégories de logisticiens (ces citoyens

des deux sexes sont affectés notamment aux troupes sanitaires, au service vétérinaire, à l'utilisation des animaux de l'armée, au ravitaillement). Nous avons croisé des femmes officiers: citons le colonel Brigitte Rindlisbacher; l'officier spécialiste Katiana Seen; les premiers-lieutenants Lorena Branchina, Mara Hug, Camille Zbinden (en date du 1^{er} janvier 2018, Camille Zbinden a obtenu un grade de capitaine); le lieutenant Naïma Ouahib. Mentionnons encore d'autres logisticiens, officiers, et sous-officiers supérieurs: le colonel Andres Krummen; le capitaine Damien Schoenenberger; l'adjutant-major Daniel Rätzto; les adjudants EM Simon Dellagana et David Huber; l'adjutant sof Matthias Rust. Actuellement retraité, le divisionnaire Daniel Roubaty se trouvait parmi les personnes conviées: entre 2008 et 2010, il commanda la FOAP log. Egalement présent, le colonel EMG Daniel Jolliet a dirigé des jeunes officiers: dans le cadre de l'Ecole polytechnique fédérale de Zurich, ceux-ci acquièrent des connaissances théoriques.

La direction de la fanfare incombait au lieutenant Roman Limacher et au soldat Robin Pittet. L'assistance écoutait plusieurs orateurs, dont l'ambassadeur Toni Frisch. Rattaché, pour un groupe humanitaire, à l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), M. Frisch s'occupe de la crise ukrainienne. Président le Grand Conseil fribourgeois (année 2017), M. Bruno Boschung est aussi un lieutenant-colonel de milice. Invité, M. Frédéric In-Albon écoutait les propos des chefs militaires. A Lausanne, M. In-Albon dirige le «Centre régional de l'Organe d'exécution du service civil».

Hélas, malgré toutes les précautions prises, et le commandant de corps Daniel Baumgartner insistait sur la stricte observation

des normes de sécurité, des accidents surviennent (parfois, aussi lors des activités civiles). Le brigadier Guy Vallat rendait hommage à deux militaires disparus en pleine jeunesse, le soldat Fabian Roth et la conductrice de chiens Claire Schläfli.

La cuisine à l'honneur

Le chef de la FOAP log remettait un cadeau aux orateurs. Ils recevaient le livre de l'adjudant EM Daniel Marti, intitulé *Le meilleur de la cuisine de l'Armée suisse, plats populaires, nouvelles recettes et histoires intéressantes* (Berne, Commandement stages de formation des chefs de cuisine, 2016, 212 pages illustrées, 29 cm.). Sans doute, de nombreux assistants à la rencontre approuvaient les textes en question. Nommons M. Jean-Luc Hunziker (un spécialiste des ressources humaines de la FOAP log); le colonel EMG Alois Schwarzenberger (il dirigea des concours culinaires); l'adjutant-chef Hans-Peter Brülisauer (il fut membre du «Swiss Armed Forces Culinary Team», l'équipe nationale des cuisiniers de l'armée suisse; très récemment, l'adjutant-chef Brülisauer a pris sa retraite); le caporal Hans-Peter Würmli (ce restaurateur a été un co-président de l'Association suisse des chefs de cuisine militaire). A la fin de la manifestation, les participants se rendaient dans une vaste halle de la place d'armes. Dégustant la fondue, ils se rappelaient peut-être la légende sympathique de la «Soupe au lait de Kappel»... P.R.



Le CC Daniel Baumgartner et l'adj-chef Hans-Peter Brülisauer.



L'adj-maj Daniel Rätzto, l'adj EM David Huber, l'adj sof Matthias Rust.



L'ambassadeur Toni Frisch, M. Frédéric In-Albon et le col EMG Alois Schwarzenberger.



Le br Guy Vallat; le div Daniel Roubaty, le lt-col Bruno Boschung, le CC Daniel Baumgartner; le plt Lorena Branchina et le plt Mara Hug; l'adj EM Simon Dellagana et le col Brigitte Rindlisbacher; le col Jürg Liechti et son épouse, Mme Beata Liechti; le lt Naïma Ouahib et le plt Camille Zbinden.

Mazda MX-5 RF S-G 160

Une icône revisitée

Ludique par excellence, le mythique cabriolet Mazda MX-5 RF est une version à l'allure de vrai coupé avec son toit rigide.



Toit fermé, le MX-5 RF est un vrai coupé, mais en réalité, c'est un cabriolet, d'où l'abréviation RF pour «retractable Fast-back». En clair, la plaque positionnée sur la partie centrale du toit se rétracte pour se loger à l'arrière. Inconvénient majeur, le coffre qui ne peut contenir que 127 litres. Et dans l'habitacle, les espaces de rangement ne sont pas de trop.

Le fait qu'il soit aussi «ramassé» a par contre des avantages. Son poids tout d'abord qui n'excède pas les 1100 kilos. Puis, avec son moteur de 1998 cm³ et sa boîte à six vitesses qui transmet ses 160 chevaux aux roues arrière, c'est un régal. Les effets et les sensations que procurent ce cabriolet sont impressionnants. La position du conducteur y est aussi pour beaucoup. En effet, comme il se dit dans la rue, on a quasiment le cul par-terre, bien calé dans un siège sport Recaro en cuir et Alcantara. Le ressenti atteint son apogée au fur et à mesure que l'on monte dans les tours et malgré qu'il n'a pas de turbo, ses performances ne sont pas négligeables: 0 à 100 km/h en 7,3 secondes et vitesse maximale annoncée à 214 km/h. Certes, ce cabriolet est un peu gourmand. Il a beau être annoncé avec une moyenne de consommation de 6,6 l/100 km, il faut plutôt s'attendre à dépasser les 8 litres, ce qui est compréhensible avec un moteur 2.0i Skyactiv aussi enthousiasmant.

Le Mazda CX-5 est sans aucun doute une voiture mythique. Il attire les passionnés et ils sont nombreux. Cette version RF ne pourra que les combler car avec son toit rigide escamotable, il se prête à la conduite toutes saisons et est plus résistant aux agressions que dans sa version en capote de toile.

Ces différences le rendent un peu plus cher, ce qui est normal. Mais à ses CHF 34500.- il est un des plus avantageux sur le marché. Et dans sa version 131 ch à CHF 24900.-, il l'est, c'est certain. *fdf*

Site de la marque: www.mazda.ch



Honda Civic 5 portes 1.0

Originale, sportive et racée

La nouvelle Honda Civic 5 portes ne laisse pas indifférent. Plus grande et avec des moteurs moins gourmands mais plus dynamiques, elle est devenue plus typée familiale.



Construite dans l'usine Honda d'Angleterre, la Civic cinq portes, cette dixième génération est proposée en Europe depuis un peu plus d'un an.

Lors de notre essai, elle a attiré les regards et les questionnements. En effet, ils étaient peu à reconnaître une Civic sous cette carrosserie plus large (+3 cm), plus basse (-2 cm) et rallongée de 15 cm.

Le modèle que nous avons testé est doté du nouveau moteur essence de 3 cylindres 1.0 i-VTEC turbo de 129 chevaux couplés à une boîte à vitesse automatique avec variation continue (CVT). Malgré une certaine allergie à ce genre de moteur trop criard à notre goût, le dernier s'est montré très souple et

même plaisant à conduire. Mais surtout, très peu gourmand. Certes, nous n'avons jamais pu nous aligner à la moyenne de 4,8 l/100 km annoncé pour le fabricant, mais nous sommes tout de même restés en dessous de 6 litres, ce qui est excellent pour une voiture de cette envergure et de plus de 1229 kg.

Au volant, le conducteur se trouve dans une position assimilable à celle

d'un coupé et sa tenue de route s'en ressent, dans le sens positif du terme et la Civic 1.0 se montre même joueuse, bien collée au sol. A l'arrière, la qualité de l'habitabilité vaut bien celle d'une berline familiale, y compris pour ce qui est du confort. L'ensemble est de bonne facture, bien assemblé avec un équipement de série qui passe du suffisant au très complet, selon la finition choisie par les cinq proposées: S, Comfort, Elegance, Executive et Executive Premium à des prix allant de CHF 21900.- à CHF 32600.-. La Civic 5 portes est également disponible avec un moteur 1,5i, essence de 182 ch et un moteur diesel de 1,6 l. de 120 ch. *fdf*

Site de la marque: www.honda.ch

Mazda CX-5 S-G 194 AWD

Le SUV s'embellit et s'enrichit

La Mazda CX-5 de deuxième génération a subi de nombreuses modifications, pas toutes visibles, hormis la plus imposante calandre. Mais on est bien au-delà d'une simple mise à niveau.



Apparue en 2012, la Mazda CX-5 avait déjà été restylée en 2015. Deux ans après, elle se remet à jour pour mieux affronter la concurrence et au final, c'est très réussi. Extérieurement le changement n'est pas flagrant, mais à y regarder de plus près, on remarque des lignes plus fluides, des phares plus fins et rallongés rejoignant par une calandre nettement plus imposante et des chromes plus épais.

L'intérieur reste classique, avec une planche de bord sobre mais très intuitive. Les éléments de conduite recherchés sont là où ils doivent être et sont faciles à manipuler. Même l'écran tactile de 7 pouces qui propose des menus simples est d'une facilité d'utilisation déconcertante,

L'habitabilité reste identique pour ce qui est de l'espace, par contre, les sièges avant gagnent en confort avec des possibilités de réglage plus fins. A l'arrière, 5 adultes peuvent aisément y prendre place et le coffre permet d'avaloir 506 l. ou 1620 l., dossiers rabattus.

Quant à la conduite, elle est très agréable. Le moteur de 2,5 litres à essence développant 194 chevaux couplé à une boîte automatique à six rapports de série est performant à souhait et très silencieux, malgré qu'elle soit chaussée de jantes de 19 pouces qui offrent une garde au sol de 20 cm.

Oui, on peut le dire, la Mazda CX-5 est parfaitement à niveau. Tous les acteurs de ce segment très disputé n'ont qu'à bien se tenir, même pour ce qui est du prix: la gamme débute à CHF 28900.- avec une 165 ch à essence, traction avant, suivi d'une 160 ch à CHF 38700 pour la première AWD. Pour ce qui est de notre exceptionnelle et surdotée 195 ch AWD, elle est proposée à CHF 45600.-. En plus, Mazda offre les roues d'hiver incluses d'une valeur de CHF 1800.-. *fdf*

Site de la marque: www.mazda.ch

Protection des représentations étrangères

Poursuite du soutien de l'armée jusqu'en 2019

L'armée continuera de mettre à disposition 32 personnes au maximum jusqu'à fin 2019 pour aider le canton de Berne et la ville de Zurich à protéger des représentations étrangères. Ensuite, seuls quelques militaires seront actifs dans la protection des ambassades afin de conserver les compétences requises pour de tels engagements.

En cours depuis plusieurs années, l'engagement de l'armée s'est achevé le 31 décembre 2017. Fin 2017, comme le prévoient les nouvelles bases légales du développement de l'armée, entrées en vigueur le 1^{er} janvier 2018, le Conseil fédéral a décidé d'allouer dès 2018 des militaires à la protection des représentations diplomatiques et à la sécurité du trafic aérien afin de maintenir les compétences correspondantes.

En 2018, le DDPS affecte un maximum de 44 militaires à la protection des représentations étrangères dans le cadre du maintien des compétences. Cet effectif, déjà proposé lors des discussions qui ont eu lieu en 2015, est celui sur lequel les cantons de Berne et de Genève ainsi que la ville de Zurich se sont basés pour planifier leurs effectifs en 2018. La Confédération et les cantons ont donc convenu de maintenir ce chiffre pour l'année 2018, de manière à ce que les polices n'aient pas à modifier leurs planifications à court terme.

Nouvel engagement jusqu'en 2019

En 2019, l'armée doit, selon le sens voulu par la nouvelle loi, diminuer sa présence au

minimum nécessaire au maintien des compétences. Cependant, le canton de Berne et la ville de Zurich ne seront pas en mesure de compenser la diminution de tous les militaires par du personnel civil dès le 1^{er} janvier 2019. Ils ont donc fait une demande pour un engagement subsidiaire de l'armée en service d'appui pour l'année 2019.

Le Conseil fédéral propose ainsi d'engager pendant une année supplémentaire, à savoir du 1^{er} janvier au 31 décembre 2019, un maximum de 32 militaires dans le domaine de la protection des représentations étrangères. Ce nombre doit être diminué durant l'année, au fur et à mesure des recrutements effectués par Berne et par Zurich.

Au-delà du 31 décembre 2019, le Conseil fédéral souhaite affecter des militaires à la protection des représentations étrangères uniquement dans le cadre d'un maintien des compétences. Cette année, un groupe de travail du Réseau national de sécurité constitué de représentants de la Confédération, des cantons et des villes concernées mènera une réflexion approfondie au sujet du maintien des compétences visé par l'armée pour la protection des représentations étrangères.

Conseil fédéral

Deux avions d'occasion

Le Conseil fédéral entend acquérir 2 avions d'occasion de la Rega, notamment pour les transports de la Swisscoy, pour des actions d'aide humanitaire et pour le rapatriement de citoyens suisses.

La Confédération a besoin de capacités supplémentaires de transport aérien. Elle dispose actuellement de deux avions à réaction, qui sont notamment à la disposition du Conseil fédéral. Deux autres avions peuvent être utilisés pour transporter des personnes ou du matériel, mais les capacités manquent, notamment pour la Swisscoy, pour les actions d'aide humanitaire et d'urgence, pour l'évacuation et le rapatriement de citoyens suisses, pour le renvoi de migrants et pour les transports de blessés. À l'heure actuelle, pour ce genre de missions, il est donc souvent nécessaire d'opter pour des vols en location. L'achat des deux jets de la Garde aérienne suisse (Rega) permettrait de renoncer à ces coûteuses locations. Il serait en outre possible d'organiser les transports de la Confédération avec davantage de souplesse.

Les deux jets de la Rega sont adaptés au transport de treize à dix-huit passagers ou d'objets pouvant mesurer deux mètres de long et peser jusqu'à 400 kilos. Leur autonomie de vol est de 6500 kilomètres.

Ces deux avions à réaction de type Bombardier Challenger CL604 ont seize ans. Ils seront repeints et reconfigurés avant leur achat. Le coût maximal d'acquisition est porté ainsi à treize millions de francs, avec une durée d'utilisation prévue jusqu'en 2031.

Ces deux jets remplacent avantageusement le Beech 1900D, un avion qui ne peut parcourir plus de 2200 kilomètres sans escale et qui nécessite d'être modernisé. Si l'opération se concrétisait, le Beech 1900D serait alors vendu et les recettes issues de sa vente versées à la caisse générale de la Confédération.

Rôle majeur

Au profit de la population

La protection civile vaudoise ne cesse de s'engager au profit de la population. Elle a en effet effectué plus de 43 000 jours de service en 2017. La formation et le perfectionnement des astreints de la PCI VD, indispensables pour garantir l'exécution irréprochable des missions confiées, ont nécessité quelque 7079 jours de service. 43 143 jours ont été accomplis dans le cadre d'intervention lors de situations d'urgence, d'engagements au profit de la collectivité publique pour des manifestations sportives culturelles, cours de répétition ou d'instruction. L'ensemble de ces activités représente plus de 6847 jours de service auxquels il faut ajouter 26 333 jours effectués dans le cadre de cours de répétition.

Militaires en 2017

5,57 millions de jours de service

L'année dernière, les soldats suisses ont accompli 5,57 millions de jours de service au total. Dans le détail, 211 865 journées ont été accomplies au profit de diverses prestations d'appui à des manifestations. Les services de promotion de la paix à l'étranger ont nécessité 144 078 jours de service et 464 journées ont été effectuées dans le cadre de l'aide en cas de catastrophes. Quant aux forces aériennes, elles ont effectué 36 «hot missions» (interventions) et 292 «live missions» (contrôle d'aéronefs).

Au combat

GSsA et référendum

Le Groupe pour une Suisse sans armée (GSsA) n'a pas mis longtemps pour annoncer le 9 mars 2018 qu'il allait lancer un référendum sur l'achat des avions de combat. Le Conseiller fédéral Guy Parmelin avait à peine rendu publique la décision du Conseil fédéral que le GSsA sautait dans la brèche, non sans critiquer la méthode. Soumettre ainsi au référendum un tel arrêté de planification est «démocratiquement douteux» écrit le GSsA. Selon lui, il ne contient ni les coûts exacts, ni le modèle, ni même le nombre de jets.

Livret de service

Nouvelle formule

L'armée n'est pas l'institution la plus innovante qui soit, mais son livret de service est carrément has been, avec ses pages qui se décollent. Le Parlement a donc adopté une proposition du conseiller national Marcel Dobler (PLR/SG) demandant que l'on étudie une version numérique qui permettrait de gagner du temps et d'éviter la perte (fréquente) des livrets. L'armée avait rejeté l'idée en 2007.

La vie des sections

ASSO - Association suisse de sous-officiers
ASSU - Associazione Svizzera di Sottufficiali



Président central: sgt Peter Lombriser

Vice-président:

• Sgt Christophe Croset

Secrétariat central: Genny Cramer

079 654 65 62, genny.cramer@suov.ch

Adresse internet: www.suov.ch

Cette rubrique est ouverte à toutes les sections ASSO et autres groupements. Textes et photos à faire parvenir à la rédaction de **Nam**, case postale 798, 1401 Yverdon-les-Bains. Délai de la remise des textes: lire en page 5.

Section Val-de-Travers

Programme des activités 2018

26.05, 08h15: Tir sur les fondamentaux mousqueton 31 et tir collectif Fass, Place d'armes de Chamblon, resp.: cap I. Biscan, 079 769 68 83

08 au 10.06: Tir en campagne. Attention: est pris en compte pour Top Gun.

30.06, 08h30: Tir Franco-Suisse, organisé par la section du Val-de-Travers, tirs aux distances usuelles, infos suivront. Lieu: Place d'armes de Chamblon, resp.: cap I. Biscan, 079 769 68 83.

06 et 07.07: Bivouac, sur inscription seulement, infos suivront. Lieu: Plan-du-Bois, resp.: cap I. Biscan, 079 769 68 83

14 au 16.09: Exercice de cohésion. Lieu: Chalet du Ski-Club de Môtiers, resp.: sgt Y. Court, 079 299 37 47

13.10, 08h30: Concours internes de la section, infos suivront. Lieu: Région Bôle et Colombier (Planeyse). Repas prévu au château de Colombier, salle des Gobelins, resp.: cap I. Biscan, 079 769 68 83

23.11, 20h00: Souper de clôture des activités et de fin d'année, sur inscription. Lieu: Le Café Gourmand, le Ticino, rue des Fritillaires, 2400 Le Locle, resp.: sgt M. Beuret, 079 693 27 83.

Pour toutes les communications:

frederic.rufenacht@greubelforsej.com ou ASSO Val-de-Travers c/o Frédéric Rüfenacht, Charrière 51, 2300 La Chaux-de-Fonds

Section Yverdon et environs

Programme des activités 2018

14.07: Tir de formation de combat, stand de Chamblon, inscription: didier.perret@asso-yverdon.com

25.08: Concours multidisciplinaire (tir 25 et 300 m, lancé de corps de jet), place d'armes de Chamblon, inscription: loic.lavanchy@asso-yverdon.com
07 et 08.09: Bivouac, place d'armes de Chamblon, infos suivront, inscription: didier.perret@asso-yverdon.com

05 et 06.10: 33^e Tir Franco Suisse et tir de clôture, stand de Chamblon, inscription: didier.perret@asso-yverdon.com

16.11: Souper de fin d'année, cabane de la section, inscription: didier.perret@asso-yverdon.com

Section Porrentruy-Ajoie

Programme des marches suisses 2018

06.05: Marche fictive du 50^e de l'ASSO Porrentruy-gare-Porrentruy, 21 km. Départ: 07h00.

12.05: Marche du Général Dufour à Genève, 50 km

02 et 03.06: Marche des deux jours de Berne, 80 km

09 et 10.06: Marche des deux jours de Coire, 38 km

16 et 17.06: Marche romande du Général-Guisan à Mézières.

24.06: SlowUp, Delémont

08.09: Marche officielle du 50^e de l'ASSO-Gare-Porrentruy, 21 km

10.11: Luzerner Distanzmarsch

18.11: Marche gourmande de Saint-Martin à Lugnez, 8 km

01.12: Berner Distanzmarsch à Schönbühl

Programme des marches étrangères 2018

19 et 20.05: Marche de Dalian, Chine, 60 km

26 et 27.05: Marche des deux jours de Diekirch, Luxembourg, 80 km

26 au 29.06: Marche des quatre jours des Ardennes, Belgique, 128 km

17 au 20.07: Marche des quatre jours de Nimègue, Hollande, 160 km

14 au 16.09: Marche de Seefeld in Tyrol Autriche, 80 km

08 et 09.09: 2 jours de Pékin, Chine, 60 km

10 et 11.11: 2 jours de Tapei, Chine, 60 km

Info et inscription:

*sdt Daniel Monnerat, chef des marcheurs,
 tél: 032 461 37 24 ou 079 769 31 25*

État-major fédéral Protection de la population

Le C.F. élargit les tâches

Le Conseil fédéral a décidé que l'État-major fédéral Protection de la population serait désormais chargé de gérer les événements de portée nationale concernant la protection de la population, qu'il s'agisse de tremblements de terre, de pandémies, d'accidents nucléaires ou de pannes d'électricité généralisées. Il entend ainsi améliorer la collaboration entre les services impliqués dans la protection de la population, collaboration essentielle en cas de catastrophe ou de situation d'urgence. Une ordonnance totalement révisée sur le sujet est entrée en vigueur le 1^{er} avril 2018.

Créé en 2011, l'État-major fédéral pour les événements atomiques, biologiques, chimiques et naturels (EMF ABCN) coordonne les interventions en cas de catastrophe et de situation d'urgence dans les domaines qui relèvent de sa compétence. Divers événements et des exercices ont mis en évidence la nécessité d'élargir son champ d'action. De leur côté, les cantons ont aussi exprimé à plusieurs reprises le souhait qu'un organe opérationnel central soit mis

en place à l'échelon fédéral pour gérer les événements concernant la protection de la population. Ainsi le Conseil fédéral a chargé le DDPS en 2015 d'examiner la fonction et la structure de l'EMF ABCN.

Champ d'action étendu

Le Conseil fédéral a élargi les tâches de l'état-major fédéral qui s'étendront dorénavant aux dangers tels que tremblements de terre, pandémies ou accidents nucléaires, tout comme

aux pannes de courant généralisées ou aux pénuries d'électricité. Il a approuvé à cet effet la révision totale d'une ordonnance sur le sujet qui est entrée en vigueur le 1^{er} avril 2018.

Cette évolution permet de renforcer la collaboration entre les cantons, les exploitants d'infrastructures critiques et les services de la Confédération. Le Conseil fédéral entend ainsi mieux protéger la population et éviter des dommages, ou du moins en réduire la portée. Eu égard aux tâches supplémentaires qui lui sont confiées, l'EMF ABCN change de nom et devient l'État-major fédéral Protection de la population (EMFP).

La structure et la composition de l'état-major changent également de sorte, entre autres, à étendre la représentation des cantons en intégrant, outre la Conférence gouvernementale, les organes de conduite cantonaux. Une autre amélioration concerne la collaboration avec les exploitants d'infrastructures critiques, qui peuvent désormais être consultés en cas de besoin. La Centrale nationale d'alarme de l'Office fédéral de la protection de la population constitue le noyau permanent d'un nouvel élément d'intervention et d'appui. La révision de l'ordonnance n'engendre aucun engagement financier supplémentaire pour les partenaires impliqués.

Un anno d'interinato alla commissione speciale

Fine Assu TI? Non ancora...

Il rischio era ed è elevato, ma lo scioglimento dell'Assu Ticino resta in sospeso. Impossibile formare il nuovo comitato cantonale alla prima assemblea generale del 16.3 us a Locarno. Pertanto, si è dato mandato ad interim alla commissione speciale con i 4 presidenti sezionali e chi scrive, per risolvere una divergenza tra nuovi statuti approvati dall'Assu centrale e un'iscrizione a verbale, che blocca le nomine di ex membri per 9 anni e, dunque, cercare i 9 (presidente e 8 membri) disponibili. Pena, la fine dell'associazione, mentre resterebbero le 4 sezioni!

Come detto, nei nuovi statuti NON figura il blocco delle nomine per gli ex membri del comitato Assu TI, ma è stata votata a verbale in novembre, al Mte Ceneri. Giuridicamente valgono solo gli statuti o vale pure il blocco verbalizzato? Il busillis non poteva essere risolto a Locarno. Ecco un estratto della mia introduzione ripresa da un relatore che volutamente non cito.

«(...) 5 anni fa, nel 2013, proprio qui a Locarno all'allora ancora Assemblea dei delegati, fu citato uno scritto del compianto presidente cantonale cpl Mario Casanova, che notava: "Nel 1948, un mirabile tormento di cuori generosi e di menti elette portava a feconda e gioiosa esistenza il Gruppo Ticino (allora fu questo il primo nome) dell'Associazione Svizzera di Sottufficiali. E fu a Giubiasco che una quarantina di sottufficiali, onorati dalla presenza del camerata sgt Faure di Losanna (allora Presidente centrale ASSU), elessero quale primo presidente l'indimenticabile aiut suff Michele Quadri.

(...) Certo, dal 1949 i tempi sono di molto cambiati; si era appena usciti da una lunga mobilitazione, piena di sacrifici e di dolore; l'ideale di uno era quello di tutti. Oggi, a non aver dubbi, materialismo ed egocentrismo pongono certi valori su ben altro gradino: quello del (quasi) oblio totale! Eppure, crisi economica e altre minacce, che ogni giorno sono sotto i riflettori dei media (se non, addirittura, vissute drammaticamente sulla propria pelle), dovrebbero indurre alla riflessione e spronarci nel tenere in vita associazioni patriottiche come la nostra, pronte a scendere in campo nell'interesse della Patria, cioè la Svizzera, cioè tutta la popolazione.

Prossimamente, saremo di nuovo chiamati alle urne, a dire la nostra su una delle tante iniziative del Gruppo per una Svizzera Senza Esercito (...). Noi da che parte stiamo? Risposta chiara! E spetta (anche) alla nostra associazione militare farsi sentire e coinvolgere il maggior numero possibile di cittadini, perché si rechino a votare e respingano iniziative che, in realtà, come molte altre, mirano all'abolizione pura e semplice del nostro esercito di milizia."

Concluse nel 2013 il relatore (...): "mi e vi auguro che il 65mo di ASSU TICINO sia felice avvio di un più vivo senso del dovere



in tal senso, rafforzandoci nella forte convinzione della nobiltà del servire, in libertà e amore, la nostra Patria."

Orbene, cari soci, ora tocca a me ribadire che, in effetti, 'mala tempora currunt'. Sorvolo sui temi pur attuali e di tensione nei massimi sistemi internazionali e nazionali, crisi del nostro Esercito compresa, per soffermarmi sulla nostra crisi interna, pacatamente e senza acrimonia, invitandovi (se del caso) a fare altrettanto nei vostri eventuali interventi, così incaricato dalla gruppo interinale con i 4 presidenti sezionali (Raveane, Putelli, Sargenti e Ghirlanda).

(...) Dunque, partendo dall'inizio della mia (per certi versi) sciagurata proposta, all'AD dei delegati di Sonvico, nel 2016, quando tirava concretamente aria di scioglimento dell'Assu TI chiesi e ottenni (...) la creazione della già citata comm. speciale completata dal sottoscritto in veste di mediatore, per lavorare a una proposta di soluzione che evitasse la fine dell'associazione.

Il nostro gruppo di lavoro, dissi nella successiva AD straordinaria al Mte Ceneri del 28 novembre us, lavorò bene e in sintonia, al punto che durante la stessa furono approvati all'unanimità, ripeto all'unanimità ed è così scritto negli stessi (poi ratificati dal Comitato Centrale ASSU), i nuovi Statuti che, in buona sostanza, mettevano l'asso-

ciamento nelle condizioni di adeguarsi ai tempi, con un nuovo comitato cantonale, assumendo funzioni di coordinazione, mediazione e organizzazione di 1 o 2 eventi cantonali (ad es.: tiro cantonale; giornata cantonale); autonomia delle sezioni e l'apertura a tutti i membri delle sezioni Assu TI l'Assemblea annuale generale, organo supremo che oggi ci trova insieme per la prima volta. Mal me/ce ne incolse! All'ultima riunione (28.2.18) della 10ina intraprese dal 2017, la comm. speciale ha trovato l'ostacolo delle nomine, con solo Locarno e Mendrisio a proporre 2 membri; vacanti i posti per Lugano e Bellinzona oltre che del presidente cantonale.



(...) Che fare? Andare avanti con Assu TI, o - papale, papale - decretarne di fatto, oggi, dopo 70 anni, la fine, lasciando in vita (evidentemente) le sezioni? Pensiamoci e pensateci, intanto che lavoriamo qui insieme e, penso, con lo stesso fine. (...) Buon lavoro e grazie.»

Dal dibattito (una 15ina gli interventi) alla trattanda per le nomine sono emerse due tendenze: data la difficoltà nel trovare nuovi membri, anche per l'invecchiamento dei 545 attuali, e dato il blocco a verbale (seppure giuridicamente discutibile), fissare la data per una nuova assemblea e

sciogliere l'Assu TI. D'altro canto, si voleva anche cercare di superare lo scoglio e ridare vita all'associazione cantonale, incaricando la commissione speciale di dirimere con un parere specialistico il risolto giuridico del blocco degli 'ex'; coinvolgere nei lavori i 4 candidati (nuovi) disponibili per 'prepararli'; proseguire gli sforzi nelle sezioni per trovare presidente e altri 4 membri mancanti (di fatto, come detto, a Bellinzona e Locarno). Tempo di lavoro interinale: un anno, fino alla prossima assemblea generale, da convocare per sciogliere l'Assu TI o nominare il nuovo comitato cantonale.

In votazione, con 27 SI, nessun contrario e 5 astenuti l'ha spuntata quest'ultima linea (5 sì, 22 no e 6 astenuti la proposta di assemblea per lo scioglimento).

La commissione, dunque, prosegue i lavori, coinvolgerà chi s'è annunciato e cercherà di chiarire il 'casus' giuridico. Se andrà bene, forse già prima del 31 marzo 2019 ci sarà l'assemblea generale (luogo e sez. organizzatrice da definire) per le nomine e ridare slancio all'Assu TI; caso contrario, e le citate difficoltà oggettive non sono poche, se ne convocherà una per decretarne la fine. In entrambi i casi, decideranno assemblee comunque democratiche e sovrane, così come stati i lavori a Locarno.

Franco Bianchi

Nam - NOTRE ARMÉE DE MILICE

Des lecteurs en Suisse romande, au Tessin, en Suisse alémanique et dans toutes les écoles militaires du pays!



AP CONSULTING André Prahin SA

votre conseiller immobilier

- ACHAT
- VENTE
- ETUDE DE PROJET, DE CONSTRUCTION & DE FINANCEMENT
- ENTREPRISE GENERALE

Place Saint-François 2 - CP 5015 - 1002 Lausanne

Tél.: 021 331 29 29 - Fax: 021 331 29 20 - E-mail: info@apconsulting.ch

JAB 1000 Lausanne 1

Annoncer les rectifications d'adresse
Retours et changements d'adresse:
NAM - Case postale, 1401 Yverdon-les-Bains

Votre annonce...

- * vous cherchez du personnel...
- * vous cherchez un emploi...
- * vous voulez vendre du terrain, un immeuble...
- * vous voulez vendre une voiture...
- * vous voulez vendre des produits...
- * vous voulez vous faire connaître...

**... une bonne adresse:
les pages de publicité
de «Notre armée
de milice»**

**Renseignements,
délais de la remise des
annonces**

Lire en page 5

**Bulletin
d'abonnement
dans ce numéro**

Se mettre au **vert**.
Savourer des
nuits blanches.
Rougir de plaisir.
Nager dans le
grand **bleu**. Voir
la vie en **rose**.

OÙ VOS
IDÉES
DEVIENNENT
ÉMOTIONS

CAVIN
artgraphic

